

## ÉTUDES DE CAS NATIONALES ET RÉGIONALES

Dans le cadre de la préparation de la séance Coordination et liens avec le CSA, qui se tiendra lors de la quarante-deuxième session du CSA, il a été demandé aux parties prenantes du CSA par l'entremise du Bureau et du réseau du Groupe consultatif, de soumettre des études de cas sur les thèmes suivants :

### RÉGIONAL:

**Amélioration des systèmes régionaux d'approvisionnement en denrées alimentaires et processus visant à améliorer la nutrition**

### NATIONAL:

**Approches et expériences à parties prenantes multiples visant à améliorer la nutrition au niveau national**

Les études de cas serviront de documentation de référence pour l'examen de ces deux points lors de la quarante-deuxième session du CSA.

Les études de cas ont été recueillies du 30 avril au 31 mai 2015. Au total, neuf études de cas régionales et 23 études de cas nationales ont été soumises. On les trouvera dans les pages qui suivent.



## TABLE DES MATIÈRES

### THÈME RÉGIONAL: AMÉLIORATION DES SYSTÈMES RÉGIONAUX D'APPROVISIONNEMENT EN DENRÉES ALIMENTAIRES ET PROCESSUS VISANT À AMÉLIORER LA NUTRITION

#### AFRIQUE

ÉTUDE DE CAS 1 Des partenariats atypiques en faveur de la sécurité sanitaire des aliments permettent d'améliorer la sécurité alimentaire et de soutenir des systèmes alimentaires produisant des aliments nutritifs et variés	5
ÉTUDE DE CAS 2 Intégration de la nutrition aux plans d'investissement du PDDAA	7
ÉTUDE DE CAS 3 Prise de décisions éclairée concernant les politiques de sécurité sanitaire des aliments: prise en compte de critères multiples	8
ÉTUDE DE CAS 4 Du lac à l'assiette: améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans la région du Lac Victoria	10

#### ASIE-PACIFIQUE

ÉTUDE DE CAS 5 Campagne Save Food en Asie et dans le Pacifique	12
ÉTUDE DE CAS 6 Lancement de l'initiative Regional Zero Hunger Challenge et de l'élaboration d'un cadre directeur régional pour atteindre l'objectif Faim zéro en Asie et dans le Pacifique	13

#### AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

ÉTUDE DE CAS 7 Espaces de coordination des politiques et de participation sociale au sein de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP): le CONSAN-CPLP et les conseils nationaux pour la sécurité alimentaire et la nutrition	15
--	----

#### PRÉSIDENTE TURQUE DU G20: PAYS DU G20

ÉTUDE DE CAS 8 Réduire le gaspillage et les pertes alimentaires afin de favoriser des systèmes alimentaires durables	17
--	----

#### TOUTES LES RÉGIONS

ÉTUDE DE CAS 9 Directives d'application volontaire visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté	18
---	----

### THÈME NATIONAL: APPROCHES ET EXPÉRIENCES À PARTIES PRENANTES MULTIPLES VISANT À AMÉLIORER LA NUTRITION AU NIVEAU NATIONAL

#### AFRIQUE

ÉTUDE DE CAS 10 Initiative à parties prenantes multiples destinée à améliorer la contribution des pêches et des produits de la pêche à la sécurité alimentaire et à la nutrition autour du Lac Tanganyika côté burundais <i>Burundi, Afrique de l'Est et australe</i>	19
ÉTUDE DE CAS 11 VIH/SIDA en zone urbaine, projet de sécurité alimentaire et nutritionnelle <i>Éthiopie</i>	21
ÉTUDE DE CAS 12 Atelier national sur la foresterie communautaire, la sécurité alimentaire et la nutrition <i>Gambie</i>	23
ÉTUDE DE CAS 13 La rizipisciculture stimule la sécurité alimentaire et la nutrition de la population des hauts-plateaux malgaches <i>Madagascar</i>	25
ÉTUDE DE CAS 14 L'initiative 3N au Niger: un exemple d'approche d'amélioration de la nutrition mise en œuvre par le pays et à parties prenantes multiples <i>Niger</i>	26

ÉTUDE DE CAS 15 Sous-produits du poisson à valeur ajoutée destinés à la consommation humaine <i>Ouganda</i>	28
ÉTUDE DE CAS 16 Une approche fondée sur plusieurs critères pour la prise de décisions en matière de sécurité des produits alimentaires: étude pilote <i>Ouganda</i>	29
<b>ASIE-PACIFIQUE</b>	
ÉTUDE DE CAS 17 Politique alimentaire et plan d'investissement nationaux pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition <i>Bangladesh</i>	31
ÉTUDE DE CAS 18 Réduire les retards de croissance et autonomiser les femmes grâce à des filets de sécurité et une éducation nutritionnelle au Bangladesh <i>Bangladesh</i>	33
ÉTUDE DE CAS 19 Analyse des politiques du pays: impact nutritionnel des systèmes agricoles et alimentaires <i>Népal</i>	35
ÉTUDE DE CAS 20 Meilleures pratiques concernant les politiques intégrées: forêts, sécurité alimentaire et moyens d'existence durables <i>République de Corée</i>	37
ÉTUDE DE CAS 21 Approche et expériences à parties prenantes multiples visant à améliorer la nutrition au niveau national en Thaïlande <i>Thaïlande</i>	39
ÉTUDE DE CAS 22 Lancement et mise en œuvre du plan national pour relever le Défi Faim zéro au Timor-Leste <i>Timor-Leste</i>	41
<b>EUROPE</b>	
ÉTUDE DE CAS 23 Élaboration d'une stratégie alimentaire et nutritionnelle nationale <i>Géorgie</i>	42
ÉTUDE DE CAS 24 Campagne de prévention du gaspillage du pain <i>Turquie</i>	43
<b>AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES</b>	
ÉTUDE DE CAS 25 Analyse des politiques du pays: impact nutritionnel des systèmes agricoles et alimentaires <i>Brésil</i>	44
ÉTUDE DE CAS 26 Stratégie intersectorielle pour la prévention et le contrôle de l'obésité <i>Brésil</i>	45
ÉTUDE DE CAS 27 «Progresando con Solidaridad» <i>République dominicaine</i>	46
ÉTUDE DE CAS 28 Croisade nationale contre la faim <i>Mexique</i>	48
<b>AMÉRIQUE DU NORD</b>	
ÉTUDE DE CAS 29 Facts Up Front – Initiative d'étiquetage nutritionnel sur la face avant de l'emballage dans le secteur de la transformation et de la vente au détail des denrées alimentaires, de 2011 à aujourd'hui <i>États-Unis d'Amérique</i>	50
ÉTUDE DE CAS 30 Réduction de 6,4 billions des calories aux États-Unis d'Amérique (2007-2012) <i>États-Unis d'Amérique</i>	52

**PLUSIEURS PAYS**

ÉTUDE DE CAS 31 Programmes EPODE et similaires à EPODE 53

ÉTUDE DE CAS 32 La prise en compte de la nutrition dans les politiques agricoles et alimentaires:  
résumé de huit études de cas par pays 54

## THÈME RÉGIONAL:

### AMÉLIORATION DES SYSTÈMES RÉGIONAUX D'APPROVISIONNEMENT EN DENRÉES ALIMENTAIRES ET PROCESSUS VISANT À AMÉLIORER LA NUTRITION

#### AFRIQUE: RÉGIONAL: ÉTUDE DE CAS 1

#### Des partenariats atypiques en faveur de la sécurité sanitaire des aliments permettent d'améliorer la sécurité alimentaire et de soutenir des systèmes alimentaires produisant des aliments nutritifs et variés

**Pays/région:** Pays africains; potentiel mondial

**Organisations:** MARS, Inc. (Surveillance de l'agriculture par télédétection), en partenariat avec l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (GAIN), la Plateforme commerciale pour la recherche en nutrition (BPNR), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Partenariat pour la lutte contre l'aflatoxine en Afrique (PACA) mis en place par la Commission de l'Union africaine, et le mouvement SUN (Renforcement de la nutrition).

#### Descriptions et principales constatations

Problème: Éliminer les aliments contaminés, qui entravent le développement des systèmes alimentaires régionaux, aggravent la pauvreté et sont à l'origine de problèmes de santé, de décès prématurés et de retards de croissance chez les enfants.

Les aliments insalubres sont un problème considérable, omniprésent sur le plan mondial et surtout en Afrique, qui nuit à la nutrition, à la santé et au développement économique et auquel sont confrontés des milliards d'individus, en particulier les femmes et les enfants pauvres.

La FAO estime que 25 pour cent des cultures vivrières sont contaminées par les mycotoxines, en particulier les aflatoxines, mettant en danger 4,5 milliards de personnes chaque année, provoquant des décès prématurés chez les femmes, des taux élevés de cancer du foie, ainsi que des retards de croissance chez les enfants. L'OMS évalue à 2 000 le nombre de décès dus chaque jour à des maladies liées aux problèmes de sécurité sanitaire des aliments.

Le manque de capacités en matière de sécurité sanitaire des aliments crée des problèmes qui ne sont cependant pas sans solution. Mars se concentre sur les partenariats permettant de: 1) sensibiliser, en particulier aux mycotoxines, dont les aflatoxines, 2) démontrer les liens existant entre la sécurité alimentaire, la nutrition et la sécurité sanitaire des aliments et 3) faire connaître les solutions.

Partenariats: Mars travaille en collaboration au sein de partenariats multisectoriels et multidisciplinaires.

- Le PAM contribue, en Afrique, à l'amélioration de l'approvisionnement en aliments sûrs et produits localement.

- PACA, organisation régionale africaine, travaille dans les domaines suivants: lutte contre les aflatoxines, gestion, recherche, diffusion des connaissances et de l'information, développement des talents et renforcement des capacités.
- La BPNR est chef de file des recherches en matière de sécurité sanitaire des aliments.
- Le mouvement SUN étudie la possibilité de soutenir les programmes nationaux visant à améliorer la santé et la nutrition grâce à des aliments plus sûrs.

Ces partenariats font partie du réseau Mars interconnecté, qui comprend plus de 60 activités de collaboration (travaux de recherche et autres) en faveur de l'Afrique, dont:

- le Consortium IBM (Sequencing Food Supply Chain), qui exploite les progrès de la génomique pour mieux comprendre ce qui rend les aliments plus sûrs.
- le Centre mondial pour la sécurité sanitaire des aliments (Global Food Safety Center), qui travaille avec des partenaires afin d'augmenter les connaissances en gestion de la sécurité sanitaire des aliments.

#### Retours:

#### Procédés

- La collaboration et le partage des meilleures pratiques facilitent l'accès à des aliments plus sûrs et plus nutritifs et contribuent au développement de systèmes alimentaires durables.
- La cocréation est essentielle pour obtenir des avantages réciproques.
- Des collaborations préconcurrentielles, transparentes et non liées aux produits, permettent de réduire les risques de conflits.
- Une vision et un engagement à long terme sont essentiels.

#### Contenu

- Les partenariats permettent d'aller plus loin s'agissant de mettre en évidence, d'évaluer et de gérer les problèmes de sécurité sanitaire des aliments.
- Un réseau interactif crée des synergies permettant de résoudre les problèmes de gestion de la sécurité sanitaire des aliments, à travers:
  - l'examen: identification des menaces potentielles pour la sécurité sanitaire
  - la production: recherche et procédés
  - la diffusion des connaissances: renforcement des capacités
- Recherche de moyens permettant de collecter, d'évaluer et d'utiliser les données afin que les aliments soient plus sûrs.

## AFRIQUE: RÉGIONAL: ÉTUDE DE CAS 2

### Intégration de la nutrition aux plans d'investissement du PDDAA

**Organisation:** Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) mis en place par le NEPAD

#### Description et principales constatations

Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) constitue le cadre régional mis en place par l'Afrique en 2003 pour stimuler l'investissement agricole sur le continent, en améliorer l'efficacité et mieux le coordonner. Le PDDAA se traduit au niveau national par des accords entre les parties prenantes multiples et des plans nationaux d'investissement agricole (PNIA).

Le PDDAA et les PNIA visaient initialement le secteur agricole mais le NEPAD a compris, au cours des 3 à 4 dernières années, qu'ils pouvaient également contribuer à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Tel a donc été l'objectif de trois ateliers de travail sous-régionaux qui intéressaient l'ensemble des pays africains et qui se sont tenus entre 2011 et 2014 dans le but d'intégrer la nutrition aux PNIA. Le NEPAD a mené ce projet grâce au soutien de divers partenaires, dont la FAO, des donateurs, la Banque mondiale etc. Les objectifs de ces ateliers de travail étaient les suivants: i) préparation de dossiers nationaux sur la nutrition afin de mettre en évidence les caractéristiques à prendre en compte et les défis à relever; ii) renforcement des capacités des participants s'agissant d'intégrer la nutrition aux PNIA; iii) mise au point de plans de travail nationaux afin que les compétences soient mises en pratique dans les pays d'origine.

Le PDDAA est un processus multisectoriel et à parties prenantes multiples, propre à l'Afrique. Ont pris part aux ateliers six à huit participants par pays, venus de ministères techniques (agriculture, santé, éducation), de commissions de planification, des ministères des finances (aux fins de mobilisation des ressources), de mécanismes de coordination, de la société civile et de partenaires de développement.

Plusieurs enseignements ont été tirés des ateliers: i) importance de la prise en charge aux niveaux régional et national; le PDDAA étant contrôlé par les pays membres du NEPAD; ii) importance d'un lien efficace entre les processus régionaux et nationaux; iii) nécessité cruciale du renforcement des capacités; iv) importance des processus multisectoriels et à parties prenantes multiples pour assurer une large appropriation des processus, des programmes, de la coordination et des résultats.

#### Pour en savoir plus:

[http://www.nepad.org/system/files/Communiqu%C3%A9%20of%20the%20East%20and%20Central%20Africa%20CAADP%20Nutrition%20Capacity%20Development%20Workshop\\_Final.pdf](http://www.nepad.org/system/files/Communiqu%C3%A9%20of%20the%20East%20and%20Central%20Africa%20CAADP%20Nutrition%20Capacity%20Development%20Workshop_Final.pdf)

<http://www.fao.org/food/fns/ateliers/pddaa-nutrition/fr/>

## AFRIQUE: RÉGIONAL: ÉTUDE DE CAS 3

### Prise de décisions éclairée concernant les politiques de sécurité sanitaire des aliments: prise en compte de critères multiples

**Pays/région:** Pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) (Rwanda, Ouganda, Tanzanie, Burundi, Kenya) et Éthiopie

**Organisation:** FAO

#### Descriptions et principales constatations

La sécurité sanitaire des aliments suscite une attention croissante en Afrique, compte tenu notamment du volume élevé des échanges informels de denrées alimentaires entre les pays du continent. La gouvernance de la sécurité sanitaire des aliments est essentielle à la protection de la santé publique et à la facilitation des mouvements de denrées alimentaires. Elle fait donc partie intégrante des systèmes d'approvisionnement en denrées alimentaires. Pour être valable, la prise de décisions doit tenir compte de plusieurs facteurs: la santé (y compris le bien-être nutritionnel), le commerce et l'économie.

Trop souvent, en Afrique, les ressources sont en majorité consacrées à garantir la salubrité des denrées alimentaires exportées, aux dépens des secteurs intérieurs et régionaux, souvent définis comme «secteur informel». La santé et le bien-être nutritionnel peuvent alors être compromis, avec un impact encore plus grave pour les personnes démunies et vulnérables sur le plan nutritionnel. Par exemple, une exposition chronique aux mycotoxines dans les aliments de base (maïs, arachides et sorgho), peut conduire à des retards de croissance chez les enfants. De plus, les maladies et les infections parasitaires d'origine alimentaire diminuent l'absorption des nutriments ingérés et par conséquent augmentent les besoins nutritifs et exacerbent les carences nutritionnelles existantes. La malnutrition chronique a des conséquences permanentes sur les enfants et leur famille. Par ailleurs, la présence d'aliments insalubres peut limiter l'accès d'un pays aux marchés d'exportation et au commerce et entraîner une diminution des revenus et des moyens de subsistance des agriculteurs (avec des répercussions sur la sécurité alimentaire).

Afin de mener plus loin les efforts d'harmonisation des politiques et des contrôles en matière de sécurité sanitaire des aliments dans la région de l'Afrique de l'Est, des équipes multidisciplinaires provenant de six pays se sont rencontrées à l'occasion d'un atelier de travail qui s'est tenu en avril 2015. Elles ont discuté de l'amélioration des politiques en matière de sécurité sanitaire des aliments et des liens avec les questions connexes, notamment la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Lors de cet atelier de travail, les pays ont examiné des approches qui consistent à tenir compte de critères multiples dans la prise de décisions concernant la sécurité sanitaire des aliments.

#### Retours positifs:

- Soutien solide à l'amélioration de la cohérence des politiques entre les secteurs et prise en compte et équilibrage de nombreux facteurs.
- Facilitation de la communication et de l'échange de données entre les parties prenantes des différents ministères – amélioration de la coordination



Défis à relever:

- Le manque de données et le manque de systèmes d'information cohérents constituent un problème fondamental pour les pays qui s'intéresseraient à cette approche.
- Il pourrait être difficile de mesurer l'impact des problèmes de sécurité sanitaire des aliments sur divers facteurs.

## **AFRIQUE: Régional: ÉTUDE DE CAS 4**

### **Du lac à l'assiette: améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition dans la région du Lac Victoria**

**Pays/Région:** pays riverains du Lac Victoria Kenya, Tanzanie, Ouganda

**Organisations:** Commission de l'océan Indien et FAO (Programme SmartFish COI)

#### **Description et principales constatations**

Les ressources halieutiques du Lac Victoria sont cruciales pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans la région. Les petits pélagiques en particulier font l'objet d'un commerce régional très important et font partie du régime alimentaire de la plupart des groupes vulnérables. Cependant, le lac est surexploité et certains des taux de malnutrition les plus élevés sont encore enregistrés autour du lac.

Des travaux importants ont été engagés pour renforcer la «chaîne de valeur du poisson» du lac à l'assiette afin de soutenir l'offre locale et d'améliorer la sécurité sanitaire et la qualité des produits de la pêche. Les efforts se sont focalisés simultanément sur les pêcheurs, les unités de transformation, les détaillants, les consommateurs, les administrations nationales, les organisations régionales de gestion des pêches et les responsables politiques aux niveaux national et régional.

Outre le soutien destiné à améliorer la gestion des pêches, en particulier pour lutter contre les pratiques de pêche les plus néfastes et le commerce illégal, des initiatives ont été prises dans les domaines suivants:

- Réduction des pertes (qualité, quantité) aux niveaux de la transformation, de la vente au détail et du consommateur
- Sensibilisation des personnes sur la manipulation des poissons, l'hygiène et la nutrition
- Élaboration de normes de qualité des poissons
- Promotion du commerce régional

Les paragraphes suivants décrivent certains des moyens utilisés pour atteindre ces objectifs.

Sur le terrain, une campagne multimédia de sensibilisation mobile (44 communautés, 100 000 personnes, cinq vidéos participatives) axée sur des incitations financières encourageant les changements, la promotion de la consommation de poisson dans de bonnes conditions d'hygiène et les bonnes pratiques de manipulation des poissons a été lancée.

Au niveau de la commercialisation, des manifestations régionales autour du commerce du poisson ont été organisées afin de promouvoir l'amélioration de la qualité et de mettre en relation acheteurs et vendeurs, ce qui a permis de montrer des exemples d'améliorations de produits et d'élargir des marchés.

Au niveau des responsables politiques, un appui a été apporté à la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) pour l'élaboration de ses directives sanitaires et phytosanitaires relatives au poisson et aux produits de la pêche. Dans le même temps, des procédures frontalières harmonisées destinées aux inspecteurs des pêches ont été élaborées et les inspecteurs formés pour lutter contre le commerce illégal et s'assurer que les produits alimentaires proposés sur le marché soient nutritifs et sains.

Parties prenantes: associations locales, administrations nationales des pêches, Lake Victoria Fishery Organization, CAE

## ASIE-PACIFIQUE: RÉGIONAL: ÉTUDE DE CAS 5

### Campagne Save Food en Asie et dans le Pacifique

**Organisation:** Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

#### Description et principales constatations

La région Asie-Pacifique abrite 62 pour cent des personnes qui souffrent de la faim dans le monde et doit augmenter sa production alimentaire de 60 pour cent pour pouvoir nourrir 1,5 milliard de personnes de plus d'ici à 2050. L'augmentation des besoins alimentaires doit être couverte par quasiment la même superficie qui est consacrée actuellement à l'agriculture. Dans la région, les prix des produits restent relativement élevés comparés aux prix d'avant 2007, et les groupes de personnes pauvres et vulnérables continuent d'avoir des difficultés à accéder à de la nourriture saine et nutritive à un prix abordable.

Compte tenu des proportions importantes de pertes de produits alimentaires et du problème croissant de gaspillage alimentaire dans la région, la campagne Save Food en Asie et dans le Pacifique a été lancée par le Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique afin de militer contre les conséquences négatives des pertes et du gaspillage alimentaires, et de sensibiliser les populations sur l'importance de ne pas gaspiller la nourriture.

Cette campagne vise à :

- Renforcer la coordination et la coopération régionales et sous-régionales, et promouvoir les partenariats et les réseaux à parties prenantes multiples afin de réduire les pertes post-récolte et le gaspillage alimentaire dans toute la région;
- Accroître l'appui à l'élaboration de politiques et de stratégies nationales et régionales ou sous-régionales destinées à réduire les pertes et le gaspillage alimentaires;
- Sensibiliser le public aux pertes et au gaspillage alimentaires dans la région et encourager la prise de mesures destinées à les réduire;
- Identifier les causes sous-jacentes des pertes post-récolte et du gaspillage alimentaire, ainsi que leur impact sur la sécurité alimentaire, la nutrition, la faim et l'environnement;
- Développer des initiatives conjointes et œuvrer à différents niveaux pour réduire les pertes post-récolte et le gaspillage alimentaire, ainsi que pour promouvoir une consommation alimentaire durable.

Les partenaires de cette campagne sont les institutions du secteur public, les organismes de recherche, de développement et d'enseignement, le secteur privé, la société civile, les organisations régionales et des Nations Unies.

Une stratégie régionale de réduction des pertes et du gaspillage alimentaires est en cours d'élaboration et fera l'objet de discussions avec les partenaires en juillet 2015.

**Pour en savoir plus:**

[www.savefood.net](http://www.savefood.net)

<http://www.fao.org/asiapacific/en/>

## ASIE-PACIFIQUE: RÉGIONAL: ÉTUDE DE CAS 6

### Lancement de l'initiative Regional Zero Hunger Challenge et de l'élaboration d'un cadre directeur régional pour atteindre l'objectif Faim zéro en Asie et dans le Pacifique

**Organisation:** Bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

#### Description et principales constatations

Le Secrétaire général des Nations Unies a lancé le Défi Faim zéro afin de faire progresser les cinq éléments essentiels de l'élimination de la faim et de la malnutrition, à savoir: i) zéro enfant de moins de deux ans souffrant d'un retard de croissance; ii) 100 pour cent d'accès à une alimentation adéquate toute l'année; iii) tous les systèmes agro-alimentaires sont durables; iv) 100 pour cent d'augmentation de la productivité et des revenus des petits exploitants et v) zéro perte ou gaspillage de produits alimentaires. Afin de donner suite à cette initiative mondiale, le Défi Faim zéro en Asie et dans le Pacifique a été lancé par le Secrétaire général adjoint des Nations Unies en avril 2013.

Cependant, étant donné la large portée et les hautes ambitions du Défi Faim zéro, il est difficile pour les États Membres de le mettre en œuvre à eux seuls, en particulier les pays en développement. Il a donc été nécessaire de traduire ce défi en mesures concrètes, définies dans le temps et au niveau de chaque pays pour libérer l'Asie et le Pacifique de la faim d'ici 2025. C'est dans ce contexte que l'initiative régionale Défi Faim zéro en Asie et dans le Pacifique a été lancée en avril 2013 et que le « Cadre régional d'orientation devant permettre d'atteindre l'objectif Faim zéro en Asie et dans le Pacifique » a été élaboré par le Groupe de travail thématique régional des Nations Unies sur la pauvreté et la faim, présidé par la FAO et coprésidé par le PNUD et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP). Ce groupe de travail comprend plus de 40 membres, notamment des organisations des Nations Unies, des organisations bilatérales et multilatérales, et des organisations non gouvernementales internationales.

Le cadre d'orientation a été élaboré grâce à une série de consultations entre les membres du Groupe de travail thématique régional des Nations Unies sur la pauvreté et la faim, ainsi que lors d'un atelier d'écriture à parties prenantes multiples auquel ont participé 28 partenaires du développement et organisations de la société civile qui ont rédigé un projet de résultats et produits recommandés pour le Défi Faim Zéro. Il porte sur un programme de développement important visant à renforcer l'offre alimentaire des producteurs locaux, notamment des petites agricultrices, et à donner aux parties prenantes des chaînes d'approvisionnement alimentaire des compétences techniques et en bases de connaissances afin de réduire les pertes post-récolte.

En décembre 2013, le cadre directeur a été présenté lors de la Conférence ministérielle sur la coopération et l'intégration économiques régionales en Asie et dans le Pacifique organisée par le CESAP. La « Déclaration de Bangkok » formulée à cette occasion souligne l'importance du Défi Faim zéro qui offre un cadre utile pour 1) la coopération régionale dans le domaine de la sécurité alimentaire et 2) sa mise en œuvre au niveau de chaque pays. Depuis, le cadre directeur a été largement utilisé par un grand nombre d'États Membres de la région Asie-Pacifique, notamment le Cambodge, le Myanmar, le Népal, le Timor-Leste et le Viet Nam, qui s'en sont inspiré pour élaborer

un plan d'action national pour le Défi Faim zéro, avec pour objectif d'éliminer la faim et la malnutrition.

**Pour en savoir plus:**

[http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/faoweb/docs/aprc32/Zero\\_Hunger\\_Challenge\\_Regional\\_Guiding\\_Framework\\_for\\_Achieving\\_ZHC\\_in\\_A-P.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/faoweb/docs/aprc32/Zero_Hunger_Challenge_Regional_Guiding_Framework_for_Achieving_ZHC_in_A-P.pdf)

## AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES: RÉGIONAL: ÉTUDE DE CAS 7

### Espaces de coordination des politiques et de participation sociale au sein de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP): le CONSAN-CPLP et les conseils nationaux pour la sécurité alimentaire et la nutrition

**Pays/Région:** Communauté des pays de langue portugaise (Angola, Brésil, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, Portugal, Sao Tomé-et-Principe, Timor oriental)

**Organisation:** Mécanisme de facilitation pour la participation de la société civile au CONSAN-CPLP

#### Description et principales constatations

La Stratégie régionale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la Communauté des pays de langue portugaise (ESAN-CPLP), approuvée en 2011 par les États membres, est une étape politique importante, centrée sur l'approche du droit à une nourriture adéquate. Fondée sur une approche intégrée à différents niveaux, l'ESAN-CPLP offre un espace de participation effective par différents acteurs au sein de leurs entités respectives. La participation de la société civile est assurée par le Mécanisme de facilitation pour la participation de la société civile au CONSAN (MSC-CONSAN), dont les directives ont été approuvées par les États membres de la Communauté des pays de langue portugaise en 2012.

Pour que le contrôle social des politiques publiques constitue d'une part un moyen de communication entre la société et les pouvoirs publics, et d'autre part un espace de suivi des initiatives gouvernementales existantes, divers espaces de coordination ont été créés, dans le but d'influer sur l'élaboration des politiques publiques.

Comme cela est indiqué au sein de l'ESAN-CPLP, ces conseils nationaux pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle devront regrouper différents ministères et divers acteurs, afin de coordonner les politiques et de garantir une participation sociale. La mise en œuvre et le fonctionnement de ces espaces nationaux ont progressé à des vitesses différentes selon les pays, en fonction de la capacité des acteurs impliqués, ainsi que des limitations techniques, institutionnelles, financières et politiques.

Le MSC-CONSAN souligne l'importance des domaines multi-acteurs et multisectoriels nationaux. Il est convaincu que ces processus de coordination et cette participation sociale peuvent être renforcés grâce aux propositions de relier entre eux les programmes d'alimentation scolaire et les initiatives d'agriculture familiale, en préconisant la distribution quotidienne aux élèves d'une nourriture saine, adéquate et produite localement par des exploitations agricoles familiales. Il existe déjà des exemples de programmes de nutrition scolaire fondés sur les achats publics de produits alimentaires produits localement par de petits exploitants agricoles. C'est le cas dans des pays tels que le Brésil, le Cap-Vert et Sao Tomé-et-Principe. Ces programmes profitent directement aux agriculteurs (contribuant ainsi à l'inclusion productive, à la création de revenus, au cumul de ressources régulières, à la création d'emplois dans les zones rurales, à la réduction de la pauvreté rurale et au renforcement des coopératives et des associations). Ils profitent également aux élèves (grâce à un

accès régulier et constant à des aliments de qualité dans les écoles, favorisant des habitudes alimentaires et nutritionnelles saines qui respectent la culture locale et les habitudes alimentaires régionales) garantissant, en bref, la sécurité et la souveraineté alimentaires.

**Pour en savoir plus:**

[www.msc-consan.org](http://www.msc-consan.org)



## **PAYS DU G20: RÉGIONAL: ÉTUDE DE CAS 8**

### **Réduire le gaspillage et les pertes alimentaires afin de favoriser des systèmes alimentaires durables**

**Organisation:** Présidence turque du G20

#### **Description et principales constatations**

La sécurité alimentaire et la nutrition font partie des préoccupations du G20 et ont fait partie des sujets discutés lors de la récente rencontre des ministres de l'agriculture des membres et des non membres du G20. L'approche des systèmes alimentaires à adopter doit être globale et prendre en compte l'intégralité des chaînes de valeur alimentaires depuis la production jusqu'à la vente au détail et la consommation, en passant par la transformation et la distribution des produits alimentaires. En plus des efforts des pouvoirs publics, le rôle important du secteur privé consiste à investir et à développer les technologies et les bonnes pratiques nécessaires pour améliorer la productivité, l'efficacité et la durabilité des chaînes de valeur alimentaires. Le G20 encourage l'utilisation des orientations sur les politiques, telles que les Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires adoptés par le CSA en 2014 et d'application volontaire, et le Cadre d'action pour l'investissement de l'OCDE, selon les cas.

L'importance des pertes et du gaspillage alimentaires, en particulier dans les économies développées mais pas seulement, tout au long des chaînes de valeur alimentaires, leurs conséquences négatives sur la sécurité alimentaire, la nutrition, l'utilisation des ressources naturelles et leur impact sur l'environnement sont une source de préoccupation commune à tous les pays. Les participants à la rencontre des ministres de l'agriculture du G20 ont mis en évidence le problème global d'importance économique, environnementale et sociétale, et encouragé tous les membres du G20 à multiplier leurs efforts pour s'y attaquer. La réduction des pertes et du gaspillage alimentaires est un bon objectif pour l'action collective du G20 qui, à cet égard, peut jouer le rôle de chef de file mondial. Dans le contexte de la cohérence des politiques, le G20 encourage son groupe de travail sur le développement à poursuivre ses efforts d'élaboration de mesures destinées à réduire les pertes et le gaspillage alimentaires dans le cadre de son plan de mise en œuvre du cadre pour la sécurité alimentaire et de nutrition.

## TOUTES LES RÉGIONS: RÉGIONAL: ÉTUDE DE CAS 9

### Directives d'application volontaire visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté

**Organisation:** FAO

#### **Description et principales constatations**

À sa trente et unième session, le Comité des pêches de la FAO a adopté des Directives d'application volontaire visant à assurer la durabilité de la pêche artisanale dans le contexte de la sécurité alimentaire et de l'éradication de la pauvreté (Directives sur la pêche artisanale) en juin 2014. Premier instrument international sur la pêche artisanale, ces directives représentent un consensus mondial sur les recommandations applicables à la gouvernance et au développement du secteur afin de lui permettre de contribuer pleinement à la sécurité alimentaire et à l'élimination de la pauvreté.

La pêche artisanale joue un rôle important dans la sécurité alimentaire et la nutrition, l'élimination de la pauvreté, le développement équitable et l'utilisation durable des ressources. La pêche artisanale produit des aliments nourrissants pour les marchés locaux, nationaux et internationaux et génère des revenus dans l'économie locale et nationale. Plus de 90 pour cent des travailleurs à plein temps et à temps partiel qui dépendent directement de la pêche de capture commerciale travaillent dans le sous-secteur de la pêche artisanale.

Pour l'élaboration des Directives sur la pêche artisanale, un processus consultatif participatif organisé entre 2011 et 2014 a vu la participation directe de plus de 4 000 parties prenantes de toutes les régions du monde, représentant les gouvernements, les organisations de pêcheurs et de travailleurs de la pêche, les organisations régionales, les organisations de la société civile et les universités.

Ces directives sont axées sur les besoins des pays en développement. Elles s'appliquent à la pêche artisanale en mer et dans les eaux intérieures, et couvrent aussi bien la pêche à proprement parler que les activités avant et après capture. Elles complètent le Code de conduite pour une pêche responsable de 1995 et se fondent sur les normes internationales relatives aux droits de l'homme, la gouvernance responsable des pêches et le développement durable. Elles sont conformes au document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio + 20), intitulé «L'avenir que nous voulons», et aux autres instruments pertinents, par exemple les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (Directives volontaires sur les régimes fonciers) et les Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (Directives sur le droit à l'alimentation).

Le processus de développement participatif a engendré un niveau élevé d'engagement des parties prenantes à mettre en œuvre les Directives sur la pêche artisanale. Par ailleurs, un certain nombre d'activités dirigées par les gouvernements, les organisations de la société civile, les organisations régionales et les universités au niveau national, régional et international sont déjà en cours.

#### **Pour en savoir plus:**

[www.fao.org/fishery/ssf/guidelines/fr](http://www.fao.org/fishery/ssf/guidelines/fr)

## **THÈME NATIONAL: APPROCHES ET EXPÉRIENCES À PARTIES PRENANTES MULTIPLES VISANT À AMÉLIORER LA NUTRITION AU NIVEAU NATIONAL**

### **AFRIQUE: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 10**

#### **Initiative à parties prenantes multiples destinée à améliorer la contribution des pêches et des produits de la pêche à la sécurité alimentaire et à la nutrition autour du Lac Tanganyika côté burundais**

**Pays/Région:** Burundi, Afrique de l'Est et australe

**Organisations:** Commission de l'océan Indien et FAO (Programme SmartFish COI)

#### **Description et principales constatations**

D'un côté, le Burundi se caractérise par une faible consommation de poisson (2,2 kg par habitant et par an) et une offre limitée de produits de la pêche. De l'autre côté, la contribution du poisson à l'apport en protéines animales est de presque 20 pour cent, et 99 pour cent des poissons consommés viennent du Lac Tanganyika.

Le programme a mis en place une série intégrée d'activités à parties prenantes multiples afin d'améliorer la chaîne de valeur globale des produits de la pêche entre le Lac Tanganyika et l'assiette des consommateurs.

L'Autorité du lac Tanganyika, les autorités nationales et la Fédération des pêcheurs ont décidé de collaborer pour mieux cogérer les pêches en se focalisant sur l'amélioration de la conformité à la réglementation de la pêche afin d'assurer l'offre, tout en améliorant également les normes de qualité (grâce à une meilleure hygiène) et en réduisant les pertes pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

L'initiative comprend les mesures suivantes:

- Soutien aux patrouilles de transporteurs routiers et aux dispositifs ou initiatives de cogestion visant à s'assurer que toutes les parties prenantes participent à la préservation des ressources du lac;
- Élaboration de normes de transformation d'application facultative pour les principaux produits;
- Réduction des pertes (qualité, quantité) aux points de débarquement et chez les détaillants;
- Sensibilisation des communautés vivant autour du lac sur la manipulation des poissons, l'hygiène et la nutrition;
- Formation des pêcheurs, des détaillants et des commerçants sur les majorations de prix qu'ils peuvent appliquer grâce à un conditionnement attrayant tout en préservant la qualité;
- Rénovation du marché aux poissons de Cotebu à Bujumbura, qui a été détruit par un incendie il y a deux ans, afin de garantir la sécurité sanitaire et la qualité des poissons vendus en facilitant les transactions commerciales.

Les moyens d'atteindre ces objectifs sont la production de vidéos participatives, la formation, la sensibilisation à l'aide de vidéos de démonstration, les débats, les ateliers et la distribution de petits équipements pour la conservation du poisson.

Cette initiative globale couvre les 18 points de débarquement de la rive burundaise du Lac Tanganyika. Elle espère toucher au moins 35 000 personnes et améliorer l'approvisionnement des consommateurs en poissons de qualité pêchés dans le lac.

Parties prenantes: Autorité du lac Tanganyika, Banque africaine de développement (BAD), Fédération des pêcheurs et fournisseurs de poisson du Burundi (FPFPB), Ministère de l'eau, des pêches et de l'aquaculture, Ministère de l'agriculture et de l'élevage.

## AFRIQUE: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 11

### VIH/SIDA en zone urbaine, projet de sécurité alimentaire et nutritionnelle

**Pays:** Éthiopie

**Organisation:** PAM

#### Description et principales constatations

Le projet «Urban HIV/AIDS, Nutrition and Food Security» est dirigé par le PAM, avec un financement de l'USAID/Plan d'urgence du Président en matière de lutte contre le SIDA et en partenariat avec plusieurs organismes gouvernementaux, notamment l'organisation éthiopienne HIV/AIDS Prevention and Control Office (HAPCO). Son objectif global était de renforcer les capacités des ménages exposés à l'insécurité alimentaire et touchés par le VIH/SIDA à faire face aux conséquences de la maladie. Cependant, la stratégie appliquée pour atteindre cet objectif comprenait des objectifs multisectoriels, couvrant non seulement la nourriture, la nutrition et la santé, mais également la protection sociale et le renforcement des moyens d'existence. Par conséquent, elle nécessitait également la participation de plusieurs parties prenantes au niveau national comme au niveau local.

L'une des principales composantes du projet a consisté à évaluer la nutrition et donner des conseils aux personnes vivant avec le VIH aussi bien avant qu'après le démarrage du traitement, et à fournir un soutien nutritionnel aux personnes souffrant de malnutrition (avec un indice de masse corporelle inférieur à 18,5). Ces actions ont été menées en collaboration avec le ministère de la Santé dans des centres de santé communautaires, dans lesquels les infirmières, les agents de santé et les médecins ont bénéficié d'un renforcement des capacités pour les aider à mener à bien ces activités nutritionnelles. En outre, une aide alimentaire a été fournie aux ménages touchés par le VIH afin d'améliorer leur sécurité alimentaire et de compenser l'impact économique résultant du fait d'avoir un membre de la famille malade.

Ces interventions alimentaires et nutritionnelles sont essentielles pour s'assurer que les personnes vivant avec le VIH qui reçoivent un traitement seront également capables de l'observer sans être perdus au suivi à cause de facteurs tels que la malnutrition ou l'insécurité alimentaire. Cependant, ce projet reconnaît également la nécessité pour les activités de renforcement des moyens d'existence de s'assurer que ces résultats sont préservés dans le temps. C'est ce que l'on a appelé la composante de renforcement économique. Une fois que les personnes vivant avec le VIH allaient mieux sur le plan nutritionnel et étaient sous traitement, le projet les mettait en relation avec les associations villageoises d'épargne et de crédit, en leur donnant la possibilité de créer de petites entreprises et de retrouver une source de revenus. Les activités de renforcement des moyens d'existence étaient adaptées au niveau d'insécurité alimentaire et de faim des ménages concernés par la composante de renforcement économique, et les cas graves recevaient une aide alimentaire et des actifs en plus de la formation en gestion et financière que le PAM dispensait à tous les participants. Ces activités étaient également coordonnées avec celles de l'organisme Ethiopia Micro and Small Enterprise Agency.

Les indicateurs de réussite sont les suivants: améliorations enregistrées dans la prise des traitements et la poursuite des soins parmi les personnes vivant avec le VIH, amélioration de l'état nutritionnel des personnes vivant avec le VIH et augmentation du nombre de ménages bénéficiant d'une sécurité alimentaire, et renforcement des capacités du secteur de la santé à mener à bien des activités nutritionnelles.

- Les personnes vivant avec le VIH ont besoin d'un suivi médical continu avant et pendant leur traitement, intégrant la nutrition de bout en bout, ainsi que des liens avec les autres mécanismes de sécurité alimentaire et de protection sociale.
- La structuration d'activités pendant le suivi médical (similaire à un cycle de vie dans la nutrition) permet également d'illustrer les systèmes et les partenariats qui doivent être mis en place pour la réalisation d'une série d'interventions.
- Le travail en partenariat avec les pouvoirs publics à toutes les étapes de ce processus a permis également d'améliorer leurs capacités à mener des interventions nutritionnelles et établir des liens entre les systèmes.

**Pour en savoir plus:**

<https://www.wfp.org/stories/leading-positive-life-ethiopia>

## AFRIQUE: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 12

### Atelier national sur la foresterie communautaire, la sécurité alimentaire et la nutrition

**Pays:** Gambie

**Organisations:** Mécanisme forêts et paysans de la FAO et Natural Resources Consulting (NACO)

#### Description et principales constatations

En Gambie, la politique Community Forestry Policy (CFP), qui a été mise en place avec l'appui de la FAO, du mécanisme Programme forestier national (PFN) et d'autres partenaires du développement, a été véritablement reconnue comme étant l'une des politiques forestières les plus innovantes au monde et une véritable source d'inspiration.

Grâce à la mise en œuvre réussie de la CFP, la Gambie a inversé la tendance à une déforestation de grande ampleur dans le pays. Grâce en particulier à la CFP, plus de 350 villages gérant 12 pour cent des forêts du pays sont parvenus à augmenter le couvert forestier de 8,5 pour cent au cours des deux dernières décennies (FAO, 2011). Il est important de noter que pendant la même période, la Gambie a atteint l'objectif 1c du Millénaire pour le développement concernant la réduction de la proportion de la population qui souffre de la faim (L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2014).

#### Dialogue à parties prenantes multiples sur les politiques nationales

Dans ce contexte, un atelier national sur la foresterie communautaire, la sécurité alimentaire et la nutrition a été organisé en décembre 2014. Cet atelier a fourni une plate-forme intersectorielle qui a facilité le dialogue sur les politiques entre diverses parties prenantes des secteurs de la foresterie, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les principaux facteurs et éléments d'orientation qui sous-tendent les bons résultats de la Gambie en matière de reforestation et de lutte contre l'insécurité alimentaire ont été mis en évidence lors de cet atelier.

#### Résultats

Cet atelier a permis la participation de diverses parties prenantes provenant de tous les secteurs de l'administration (notamment des ministères de l'agriculture, de la foresterie, des pêches, des ressources en eau, de l'Assemblée nationale, etc.), des groupements d'agriculteurs et des organisations de producteurs.

Les participants se sont mis d'accord sur le fait qu'afin de renforcer la contribution des forêts à la sécurité alimentaire et à la nutrition au niveau national:

1. Des politiques innovantes sont indispensables dans le cadre d'une révision de la législation sur la foresterie communautaire;
2. Une harmonisation et un renforcement de la politique sur l'agriculture et les ressources naturelles sont nécessaires;

3. Des «équipes spéciales régionales» seront créées dans le pays afin de promouvoir et d'accélérer le processus de transfert des droits fonciers forestiers aux communautés avec l'objectif de renforcer la contribution des forêts à la sécurité alimentaire et à la nutrition.



## AFRIQUE: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 13

### La rizipisciculture stimule la sécurité alimentaire et la nutrition de la population des hauts-plateaux malgaches

**Pays:** Madagascar

**Organisations:** Commission de l'océan Indien et FAO (Programme SmartFish COI)

#### Description et principales constatations

Sur les hauts-plateaux de Madagascar, la rizipisciculture joue un rôle vital dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté des populations rurales en augmentant les approvisionnements en poisson et la productivité du riz dans les zones reculées.

Sur 200 000 ha de rizières que compte Madagascar, 34 000 ha sont très propices à la pisciculture dans les rizières (*Cyprinus Carpio*). Considérant que la rizipisciculture améliore également la productivité du riz, les possibilités d'améliorer la sécurité alimentaire et de lutter contre la pauvreté rurale sont élevées: les prévisions de production de poisson dans les rizières se situent entre 300 et 400 kg/ha, avec une augmentation de la production de riz entre 10 et 30 pour cent grâce à l'introduction de la rizipisciculture.

Le programme s'est concentré sur le développement d'un canal de diffusion innovant, peu coûteux et à grande échelle pour l'aquaculture dans les rizières existantes: le programme scolaire des collèges ruraux. Dans ces régions, quasiment 60 pour cent des élèves abandonnent l'école avant le collège pour revenir à la vie rurale et 80 pour cent d'entre eux ont des parents qui possèdent une rizière.

Un important programme de sensibilisation et de formation a été piloté dans trois régions et 20 collèges. Il a consisté à:

- élaborer le matériel pédagogique
- identifier les collèges appropriés à proximité des producteurs d'alevins
- former les enseignants (matériel pédagogique et formation pratique)

À la mi-2015, 50 enseignants et 5 000 élèves avaient déjà reçu une formation. D'ici la fin 2015 et en 2016, plus de 100 collèges dans cinq régions auront bénéficié de cette formation. Le programme prévoit de toucher au moins 25 000 élèves de plus.

La perte d'informations entre les enseignants, les élèves et leurs parents fait l'objet d'un suivi pendant la durée de l'initiative, ainsi que l'impact sur la production de riz et de poisson. Par comparaison avec d'autres méthodes de formation, le coût par bénéficiaire est très bas et elle devrait être plus pérenne étant donné que la formation est intégrée dans le programme des écoles existantes.

Selon les prévisions, l'impact du programme d'ici trois ans devrait être une augmentation de la production de riz d'environ 3 000 t par an et de la production de poisson d'environ 250 t par an.

**Parties prenantes:** APDRA Pisciculture Paysanne, autorités éducatives nationales et régionales, directeurs des collèges, Direction de l'aquaculture

## AFRIQUE: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 14

### L'initiative 3N au Niger: un exemple d'approche d'amélioration de la nutrition mise en œuvre par le pays et à parties prenantes multiples

**Pays:** Niger

**Organisations:** 3N, Les Nigériens Nourrissent les Nigériens et Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN)

#### Description et principales constatations

L'initiative 3N au Niger: un exemple d'approche d'amélioration de la nutrition mise en œuvre par le pays et à parties prenantes multiples. Il s'agit d'une initiative gouvernementale de haut niveau, à parties prenantes multiples et directement présidée par le Président du Niger. Cette initiative, qui se déroule de 2012 à 2015, vise à lutter contre la malnutrition tout en améliorant la résilience communautaire. Elle offre un cadre général commun dans lequel un certain nombre de programmes et d'initiatives s'intéressant à la nutrition sont organisés et reliés entre eux. Même si l'initiative 3N est dirigée par un comité directeur présidé par le ministre de la Santé publique, tous les autres ministères concernés par la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont également représentés. Le comité directeur comprend également des organisations des Nations Unies (collaborant directement avec l'initiative ou par l'intermédiaire du partenariat REACH), des donateurs, des représentants de la société civile, du secteur privé et des instituts de recherche et de formation. La stratégie 3N a été finalisée au moment où le Niger a rejoint le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN).

Le Niger se caractérise par des niveaux élevés de malnutrition chronique et aiguë, ainsi que par une sécurité alimentaire et nutritionnelle souvent menacée par des crises liées à des aléas climatiques tels que la sécheresse. Cependant, ces dernières années, grâce à la collaboration facilitée par l'Initiative 3N, d'énormes progrès ont été faits en matière de renforcement aussi bien du traitement que de la prévention de la dénutrition en combinant des interventions spécifiques à la nutrition et des interventions la prenant en compte.

La focalisation sur la prévention de la dénutrition est relativement nouvelle au Niger et a progressé en même temps que la prise de conscience qu'une réponse multisectorielle était nécessaire, en particulier pour les mesures prenant en compte la nutrition dans des secteurs critiques tels que l'agriculture et l'éducation. L'Initiative 3N incarne ce type de collaboration, qui a été particulièrement active dans le cadre de l'approche «communautés de convergence» défendue conjointement par le PAM et l'UNICEF pour cette initiative. Dans cette approche, les communautés planifient elles-mêmes leurs interventions de nutrition ou la prenant en compte, qui sont ensuite coordonnées par les pouvoirs publics, les organisations des Nations Unies et les ONG.

Le Niger a également amélioré son utilisation des données pour étayer la programmation et l'élaboration de politiques. Le PAM a apporté une contribution technique et un appui au Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires du Niger, qui gère le système de surveillance des crises de sécurité alimentaire du pays, notamment l'intégration des indicateurs de nutrition dans les évaluations de l'agence.

Les indicateurs de réussite sont les suivants: plateforme multisectorielle à parties prenantes multiples pour la nutrition; combinaison d'interventions de nutrition ou la prenant en compte qui ciblent la prévention et le traitement de la dénutrition.

#### Principales conclusions

- Les plateformes à parties prenantes multiples efficaces sont dirigées par les gouvernements, ce qui nécessite une adhésion politique solide et de haut niveau.
- L'Initiative 3N a fourni un cadre commun de résultats que les autres initiatives de nutrition, menées par diverses parties prenantes, ont pu alimenter. Cela a renforcé l'harmonisation globale et la collaboration entre les partenaires.
- La collaboration multisectorielle permet la mise en œuvre d'ensembles flexibles d'interventions, comme dans l'approche «communautés de convergence» dans laquelle les communautés identifient leurs besoins.

#### **Pour en savoir plus:**

<http://scalingupnutrition.org/fr/pays-sun/niger>

## AFRIQUE: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 15

### Sous-produits du poisson à valeur ajoutée destinés à la consommation humaine

**Pays:** Ouganda

**Organisation:** Département des pêches et de l'aquaculture de la FAO

#### Description et principales constatations

Le rôle du poisson dans l'apport de micronutriments suscite un intérêt croissant. Dans le même temps, nos ressources halieutiques sont limitées et souvent, les produits de la pêche ne sont pas disponibles à des prix abordables pour les personnes défavorisées. Le paradoxe, entre autres, est que le poisson ou les parties du poisson qui ont le plus de valeur du point de vue des micronutriments sont souvent considérés comme ayant moins de valeur d'un point de vue économique. Les sous-produits du poisson, tels que les têtes, les arêtes et les viscères représentent environ 50 pour cent du poisson lors de sa transformation au niveau industriel. Ces sous-produits contiennent des micronutriments tels que la vitamine A, le fer, le zinc, le calcium et le phosphore, à des niveaux dix, cent ou même mille fois plus élevés que ceux du produit principal, soit une source inexploitée de micronutriments!

En Ouganda, pour essayer de réduire le déficit de sécurité alimentaire et nutritionnelle grâce à un produit halieutique à densité élevée en nutriments, des sous-produits du poisson disponibles localement sont transformés en produits sains et nourrissants qui peuvent être utilisés dans le régime alimentaire local.

Ces sous-produits sont séchés, réduits en poudre et analysés pour déterminer leur teneur en nutriments et la présence éventuelle de contaminants. La poudre est ajoutée au régime alimentaire local dans des proportions équilibrées afin de répondre aux besoins nutritionnels et aux préférences des consommateurs, en s'inspirant d'expériences précédentes au Ghana. Ce produit peut être incorporé dans les programmes d'alimentation scolaire, mais également distribué dans des zones touchées par l'insécurité alimentaire préalablement identifiées.

Ensuite, le produit sera conditionné sous vide afin de prolonger sa durée de conservation, et son utilisation potentielle dans les programmes d'alimentation scolaire et les situations d'urgence sera étudiée. Une étude de marché sera menée pour évaluer l'acceptation du produit en le comparant avec d'autres poudres de poisson récemment introduites sur le marché ougandais suites à de précédentes activités.

Parties prenantes: FAO et National Agricultural Research Laboratories, Ouganda

#### Pour en savoir plus:

[http://www.sciencepub.net/rural/rural0402/011\\_9765rural0402\\_65\\_70.pdf](http://www.sciencepub.net/rural/rural0402/011_9765rural0402_65_70.pdf)

## AFRIQUE: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 16

### Une approche fondée sur plusieurs critères pour la prise de décisions en matière de sécurité des produits alimentaires: étude pilote

**Pays:** Ouganda

**Organisation:** Ministère de la santé

#### Description et principales constatations

Garantir la sécurité des produits alimentaires est une activité pluridisciplinaire, et les personnes chargées de prendre des décisions en la matière doivent souvent étudier les conséquences des aliments insalubres sur plusieurs facteurs de risque, par ex. la santé, le commerce, l'économie et la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Comme dans beaucoup d'autres pays, en Ouganda, la responsabilité de la sécurité des produits alimentaires est répartie entre plusieurs ministères, départements et agences. Par conséquent, l'expertise, les données et les connaissances sont disséminées dans différents ministères, chacun étant responsable du domaine qui le concerne (santé, agriculture, commerce, etc.).

Pour assurer la cohérence et surmonter les difficultés, le National Food Safety Advisory Committee (NFSAC) a été créé par le ministère de la Santé et comprend un large éventail de parties prenantes. Il a contribué à l'étude pilote et étudié les données et les éléments concrets relatifs à cinq problèmes de sécurité alimentaire considérés comme importants en Ouganda, à savoir: *Brucella spp.* dans les produits laitiers, aflatoxines dans le maïs, diarrhée aiguë chez les enfants de moins de cinq ans, *Taenia solium cysticercosis* dans la viande de porc et méthanol dans l'alcool illégal. Pour chacun de ces problèmes, le comité a examiné les effets potentiels et les risques pour la santé publique (y compris les maladies d'origine alimentaire et l'état nutritionnel), le commerce et l'accès aux marchés, la sécurité alimentaire et les aspects sociaux.

Les aspects nutritionnels spécifiques qui ont été étudiés sont par exemple la diarrhée aiguë chez les enfants de moins de cinq ans qui, selon les estimations, est à 50 ou 60 pour cent d'origine alimentaire et entraîne de graves déshydratations, l'hospitalisation et même la mort, ainsi que la réduction des apports en nutriments entraînant des retards de croissance.

#### Principales conclusions

- Cette initiative a fourni un cadre de prise de décisions structuré et hautement participatif qui était clair et transparent pour toutes les parties prenantes.
- Elle a permis d'identifier les données insuffisantes et les points sur lesquels le dialogue intersectoriel doit être renforcé dans le cadre d'une amélioration de la «cohérence des politiques».
- Des problèmes persistent, notamment la question de savoir comment mesurer l'impact des problèmes de sécurité alimentaire sur les dimensions sociales d'une part et alimentaires et nutritionnelles d'autre part.

- Cette approche a permis aux parties prenantes d'acquérir une compréhension commune des liens qui existent entre la sécurité des produits alimentaires et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette convergence peut favoriser un dialogue intersectoriel accru entre ceux qui sont en charge de la sécurité des produits alimentaires et la nutrition, ainsi qu'un échange de données et de connaissances afin d'atteindre l'objectif global d'amélioration de l'état nutritionnel et d'accès à une nourriture saine.

## ASIE-PACIFIQUE: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 17

### Politique alimentaire et plan d'investissement nationaux pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition

**Pays:** Bangladesh

**Organisations:** Food Planning and Monitoring Committee et Food Policy Monitoring Unit

#### Description et principales constatations

La sécurité alimentaire et la nutrition sont les premières priorités du Bangladesh qui a élaboré une politique alimentaire nationale globale (National Food Policy, NFP - 2006) et le plan d'investissement national correspondant (Country Investment Plan, CIP- 2011) pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition. Le CIP est conçu comme un outil de mobilisation de ressources financières destinées à renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition d'une manière coordonnée et harmonisée.

Liens avec la nutrition: La politique NFP et le plan CIP sont fondés sur les résultats. Deux de leurs indicateurs d'impact qui ont le niveau le plus élevé sont liés à la nutrition: prévalence du retard de croissance (qui devra passer de 43 à 25 pour cent d'ici 2015) et prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans (qui devra passer de 41 à 33 pour cent d'ici 2015). Le CIP repose notamment sur des investissements spécifiques dans des programmes de nutrition. La nutrition est également prise en compte tout au long des autres programmes du CIP qui concernent la disponibilité alimentaire et les filets de sécurité.

Liens avec le CSA: Le Bangladesh a mis en place un cadre institutionnel à trois couches qui administre la politique NFP et le plan CIP: le Food Planning and Monitoring Committee (FPMC) au niveau du Premier ministre, pour coordonner les 13 ministères concernés, le Food Policy Working Group (FPWG), pour assurer le suivi et faire état des progrès, des résultats et des produits, et la Food Policy Monitoring Unit (FPMU) qui fait fonction de secrétariat pour appuyer ces fonctions. Ce mécanisme de gouvernance peut être considéré comme un CSA fonctionnel au niveau national.

Constatations - 3 éléments de réussite: Le système de surveillance NFS/CIP fait partie des institutions publiques. Les rapports de suivi annuels couvrent: i) les réalisations en termes de sécurité alimentaire et de nutrition; ii) l'ampleur de la mise en œuvre de la politique NFP et les insuffisances qui persistent; iii) une analyse détaillée des ressources financières mobilisées pour financer le plan CIP. Les rapports de suivi documentent les progrès enregistrés chaque année sur ces trois fronts. Il existe des mécanismes de responsabilisation grâce auxquels la politique NFP et le plan CIP sont des documents à évolution continue.

Le mécanisme de gouvernance à parties prenantes multiples ci-dessus est important car il permet de mobiliser un grand nombre de secteurs: 13 ministères, la société civile, les partenaires du développement et les universités. Le processus NFP/CIP inclusif est essentiel pour garantir une large adhésion de tous et, partant, l'utilisation par tous de ces outils.

Les efforts de renforcement des capacités (appuyés par la FAO et les donateurs) sur plusieurs années ont été importants pour que ces outils d'orientation et d'investissement donnent des résultats et que ces mécanismes de gouvernance fonctionnent.

**Pour en savoir plus:**

<http://fpmu.gov.bd/agridrupal/>



## ASIE-PACIFIQUE: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 18

### Réduire les retards de croissance et autonomiser les femmes grâce à des filets de sécurité et une éducation nutritionnelle au Bangladesh

**Pays:** Bangladesh

**Organisations:** PAM et Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)

#### Description et principales constatations

Les filets de sécurité sociale sont une composante majeure des efforts de lutte contre la pauvreté du Bangladesh, qui est sur le point de mettre en œuvre sa nouvelle stratégie nationale de sécurité sociale. Les groupes qui seront ciblés par ces filets de sécurité sont notamment les femmes extrêmement pauvres avec des enfants en bas âge, identifiées comme étant particulièrement vulnérables. Bangladesh a une prévalence élevée des retards de croissance, qui touche plus de 40 pour cent des enfants de moins de cinq ans. La situation précaire des femmes — qui ont leurs propres problèmes nutritionnels, ont un accès insuffisant aux services sanitaires importants et aux moyens d'existence, et souffrent d'un sentiment d'infériorité et d'un manque de confiance en elles à cause de la dynamique sociale au Bangladesh — entrave sérieusement les efforts visant à réduire la dénutrition maternelle et infantile.

Entre 2012 et 2014, le PAM et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) ont entamé un travail de recherche innovant, visant à recueillir des éléments probants pour le Gouvernement du Bangladesh, comparant l'efficacité en termes d'amélioration de la nutrition de différentes combinaisons d'aide en espèces, d'aide alimentaire et d'éducation nutritionnelle dans les filets de sécurité sociale ciblant les femmes extrêmement pauvres avec des enfants en bas âge. Grâce à une évaluation d'impact à la pointe du progrès, les chercheurs sont parvenus à la conclusion que même si toutes ces interventions amélioreraient la consommation alimentaire, la qualité du régime alimentaire et la nutrition, c'est la combinaison d'aide en espèces et d'éducation nutritionnelle qui avait le plus grand impact. Dans le nord-ouest du Bangladesh, cette combinaison a permis de diminuer la prévalence des retards de croissance de 7,3 pour cent.

Point essentiel, les chercheurs ont observé que l'intervention d'éducation nutritionnelle pourrait avoir eu un impact plus étendu que la simple nutrition. Les femmes ont bénéficié de consultations individuelles avec des volontaires communautaires formés, ainsi que de sessions hebdomadaires en groupe, lors desquelles les autres membres de leurs familles participaient aux démonstrations culinaires et aux formations dispensées sur les compétences et les comportements autour de la santé, de l'hygiène et de l'assainissement. Ces actions ont amélioré l'autonomisation des femmes, qui se sont senties plus indépendantes pour prendre des décisions relatives à la santé de leurs enfants (par ex. aller au centre de santé pour les vaccins) et ont également mieux pris conscience de l'importance de leur propre santé.

Les indicateurs de réussite sont la réduction de la prévalence des retards de croissance, les améliorations apportées en matière de qualité du régime alimentaire des ménages et de pauvreté alimentaire, l'amélioration des comportements favorables à la santé parmi les femmes extrêmement pauvres.

Principales conclusions:

En faisant bénéficier les femmes extrêmement pauvres avec des enfants en bas âge d'une combinaison de transferts réguliers d'espèces et d'éducation nutritionnelle, on peut réduire de manière significative les retards de croissance des enfants dans un délai court.

Les filets de sécurité sociale peuvent fournir une plateforme non seulement pour intégrer les interventions nutritionnelles, mais également pour autonomiser les femmes, et améliorer les comportements favorables à la santé et l'accès aux services de santé. Les programmes publics de protection sociale doivent établir des liens étroits avec le système de santé et les autres prestataires de services pour permettre aux communautés de bénéficier de ce large éventail d'avantages.

Parmi les populations extrêmement pauvres, l'éducation nutritionnelle peut avoir besoin d'être complétée par des mesures de réduction de la pauvreté, telles que des transferts d'espèces, afin d'améliorer la nutrition; de même, l'étude a montré que les bénéficiaires d'éducation nutritionnelle avaient une alimentation plus variée que ceux qui recevaient uniquement des transferts d'espèces sans éducation nutritionnelle.

**Pour en savoir plus:**

<https://www.wfp.org/news/news-release/safety-nets-cash-nutrition-education-has-greatest-impact-child-nutrition>

## ASIE-PACIFIQUE: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 19

### Analyse des politiques du pays: impact nutritionnel des systèmes agricoles et alimentaires

**Pays:** Népal

**Organisation:** Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies

#### Description et principales constatations

Le Népal est déterminé à améliorer la nutrition et a récemment fait la démonstration de cet engagement en présentant son plan multisectoriel pour la nutrition (Multi-Sectoral Nutrition Plan, MSNP) et sa stratégie de développement agricole (Agriculture Development Strategy, ADS) assortie d'un plan d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition (Food and Nutrition Security Plan of Action, FNSP), qui sont intégrés dans son mandat intersectoriel. Il a également fait la démonstration de sa détermination à améliorer la nutrition dans le pays en rejoignant le Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN).

L'économie népalaise est fondamentalement agraire et les profits générés par l'agriculture contribuent pour environ un tiers au produit intérieur brut (PIB). L'agriculture est la principale source d'emplois informels au Népal. Sans un développement ouvert à tous du secteur agricole, dans une économie à dominante agraire telle que celle du Népal, le pays a peu de chances d'atteindre ses objectifs de réduction de la pauvreté, d'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et de développement durable.

L'étude examine les moyens spécifiques par lesquels les politiques alimentaires et agricoles du Népal ont ou prévoient d'avoir un impact sur la nutrition dans le pays. Elle a passé en revue le plan MNSP, la stratégie ADS et le plan d'action FNSP.

#### Constatations

Globalement, les trois plans comprennent:

- Des objectifs nutritionnels explicites dans leur conception;
- Des éléments du principe consistant à ne pas nuire, en particulier aux femmes;
- Des mesures de l'impact nutritionnel dans leurs systèmes de suivi et d'évaluation;
- Des possibilités d'optimisation grâce à une coordination multisectorielle à parties prenantes multiples;
- Un ciblage des personnes les plus vulnérables (en particulier le plan FNSP).

Les trois plans nationaux examinés comportent des activités, et d'une certaine manière définissent ou créent des activités et des interventions, qui:

- Diversifient la production et les moyens d'existence afin d'améliorer l'accès aux produits alimentaires et la diversification du régime alimentaire, la gestion des ressources naturelles et les revenus;

- Augmentent la production d'aliments nutritifs, en particulier les variétés adaptées localement et riches en micronutriments et en protéines, choisies en fonction des problèmes nutritionnels locaux et des solutions disponibles;
- Réduisent les pertes post-récolte et améliorent la transformation;
- Augmentent l'accès aux marchés et les opportunités commerciales, en particulier pour les petits agriculteurs;
- Réduisent les variations saisonnières de l'insécurité alimentaire grâce à l'amélioration du stockage et de la conservation et d'autres approches;
- Ciblent les revenus des ménages qui permettent d'améliorer la nutrition, principalement en augmentant les revenus des femmes.

#### Mise en œuvre

Les ONG internationales et les groupes locaux de la société civile sont des partenaires essentiels pour la conception, la planification et la mise en œuvre des différents plans alimentaires et agricoles du Népal prenant en compte la nutrition. La National Planning Commission (NPC) et d'autres institutions gouvernementales supervisent et gèrent la coordination de plusieurs couches d'organisations et de parties prenantes collaborant aux interventions fondées sur l'alimentation et l'agriculture, et prenant en compte la nutrition. Compte tenu des nombreuses activités proposées, les plateformes de suivi des progrès et les mécanismes de responsabilisation doivent être renforcés pour faciliter la mise en œuvre. En outre, les trois stratégies et plans ont des mécanismes de mise en œuvre distincts qui doivent être coordonnés par la NPC, afin de rationaliser les activités et de ne pas créer des complications supplémentaires.

#### Coordination

La coordination des trois principaux plans (MNSP, ADS et FNSP) étant supervisée par la NPC, les mécanismes qui coordonneront de manière verticale les comités de développement central, régional, des districts et des villages sont essentiels et doivent être dynamisés pour obtenir l'adhésion de tous les secteurs. Au niveau central, la NPC doit fréquemment évaluer et recentrer ses efforts en surveillant l'affectation des financements, en suivant les progrès des résultats et en intégrant les ministères. Pour que cette analyse soit une réussite, la NPC a besoin d'un soutien politique de haut niveau et d'un financement approprié. Les autorités nationales et locales doivent créer des cadres juridiques, des capacités techniques et des incitations pour le transfert de ressources, mettre en commun les informations et se rendre mutuellement des comptes.

#### **Pour en savoir plus:**

[http://www.unscn.org/files/Publications/Country\\_Case\\_Studies/UNSCN-country-case-study-Nepal-FINAL.pdf](http://www.unscn.org/files/Publications/Country_Case_Studies/UNSCN-country-case-study-Nepal-FINAL.pdf)

## ASIE-PACIFIQUE: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 20

### Meilleures pratiques concernant les politiques intégrées: forêts, sécurité alimentaire et moyens d'existence durables

**Pays:** République de Corée

**Organisations:** FAO et Services forestiers de la République de Corée

#### Description et principales constatations

Les Plans nationaux de remise en état des forêts de la République de Corée, qui ont été mis en œuvre depuis 1973 par cycles de dix ans, sont l'exemple même de la manière d'atteindre les objectifs de reforestation et de sécurité alimentaire et nutritionnelle nationaux, intégrés dans un cadre de développement rural.

Le Département des forêts de la FAO, en collaboration avec les Services forestiers de la République de Corée, a dirigé une étude de cas sur les Plans nationaux de remise en état des forêts de la République de Corée dans le contexte du «Saemaeul Undong» (qui signifie «nouveau mouvement de développement communautaire») pendant les années 1970 et 1980. Cette étude de cas avait pour objectif de permettre de tirer les enseignements de l'expérience du pays concernant l'élaboration et la mise en œuvre efficace de politiques et de programmes intégrés de foresterie et de sécurité alimentaire et nutritionnelle, pouvant contribuer au développement socio-économique et à l'amélioration des moyens d'existence.

Pendant les années 1970 et 1980, les Plans nationaux de remise en état des forêts de la République de Corée ont été mis en œuvre au sein du Cadre de développement communautaire du «Saemaeul Undong». La vision stratégique du Saemaeul Undong consistait à améliorer le cadre de vie et l'environnement agricole, résoudre les problèmes de sécurité alimentaire, accroître les profits des petits agriculteurs, réduire l'écart entre les revenus des communautés urbaines et rurales, et améliorer le moral de la population.

Dans le contexte du Nouveau mouvement de développement communautaire au niveau national, presque toutes les communautés rurales ont participé, fait pousser des plants et planté des arbres en échange de nourriture et de revenus fournis par les pouvoirs publics. Grâce aux effets démultiplicateurs, l'argent gagné a été réinvesti (par ex. dans l'agriculture ou l'économie rurale) et les services des écosystèmes agricoles ont été améliorés.

Grâce à ce programme, la superficie croissante des forêts est passée à 0,8 milliard m<sup>3</sup> en 2010 contre 64 millions m<sup>3</sup> en 1960 après la guerre de Corée qui avait entraîné une dégradation extrême des forêts, soit une multiplication par plus de douze. Pendant la même période, la faim a été presque éliminée.

Par conséquent, l'expérience de la République de Corée est un exemple réussi et instructif d'intégration de la foresterie dans les politiques de développement rural.

L'étude cas démontre clairement que les politiques et programmes de gestion durable des forêts qui sont intégrés dans le développement communautaire rural global non seulement permettent d'en tirer des avantages socioéconomiques plus importants, y compris en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, mais élargissent le nombre de bénéficiaires.

## ASIE-PACIFIQUE: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 21

### Approche et expériences à parties prenantes multiples visant à améliorer la nutrition au niveau national en Thaïlande

**Pays:** Thaïlande

**Organisations:** Institut de la nutrition, Université de Mahidol et ministère de la Santé

#### Description et principales constatations

Depuis les années 80, la Thaïlande a réussi à réduire sensiblement la malnutrition maternelle et infantile. La couverture des soins prénatals a augmenté de manière constante, passant de 35 pour cent en 1980 à 95 pour cent en 2006, tandis que l'anémie chez les femmes enceintes passait d'environ 60 pour cent à 10 pour cent. La prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de cinq ans a également enregistré un net recul, passant de 51 pour cent à moins de 10 pour cent. La prévalence des retards de croissance est passée de plus de 10 pour cent en 1995 à 6 pour cent en 2008. La participation active des principales parties prenantes, à savoir le secteur public, les universités, le secteur privé et les communautés, a été essentielle dans tous les processus de travail car il a été démontré qu'aucun secteur ne peut agir seul pour réduire la malnutrition. Comment la Thaïlande a-t-elle obtenu ces résultats?

Le Comité de développement rural national a chapeauté et élaboré le Plan de réduction de la pauvreté qui a été mis en œuvre en 1982 dans les zones rurales. Ce modèle à parties prenantes multiples a intégré des objectifs et des indicateurs nutritionnels dans les stratégies, les programmes et les mesures mis en œuvre au niveau communautaire (districts et en-dessous). Des services de base (agriculture, santé, éducation et administration locale) ont été mis en place dans toutes les régions. Une mobilisation de masse a été mise en œuvre grâce à un système de volontaires communautaires prévoyant un volontaire pour dix ménages afin d'étendre la couverture à tous. Les responsables communautaires et les volontaires ont collaboré avec les fournisseurs de services pour prendre des mesures correctives fondées sur les indicateurs minimum de base qui comprenaient des indicateurs nutritionnels. Dans le cadre des efforts multisectoriels, le rôle des systèmes agricoles et alimentaires a consisté à renforcer la production alimentaire pour l'économie de subsistance, à produire et promouvoir des suppléments alimentaires sous la forme de collations locales saines destinées aux mères, à produire et promouvoir des aliments complémentaires composés d'ingrédients locaux pour les nourrissons et les jeunes enfants. Les femmes enceintes recevaient des suppléments alimentaires, des préparations multivitaminées et des comprimés de fer dans le cadre des soins prénatals. Les nourrissons et les jeunes enfants bénéficiaient de services essentiels, notamment la promotion de l'allaitement maternel, une alimentation et des soins complémentaires appropriés, et la surveillance et la promotion de leur croissance. Une amélioration importante de la nutrition maternelle et infantile a été observée après quelques années de mise en œuvre et par la suite des améliorations encore plus prononcées ont été constatées. Depuis 1992, la Thaïlande a lancé des programmes de repas et de distribution de lait dans les écoles dès le jardin d'enfants avec l'allocation d'un budget par tête et une augmentation progressive de la couverture jusqu'à la sixième année de scolarité.

Avec la prévalence croissante de l'excès pondéral, de l'obésité et des maladies non transmissibles, la Thaïlande a créé par voie législative le Comité alimentaire national chargé de chapeauter l'approche à parties prenantes multiples reliant l'agriculture et les systèmes alimentaires à la nutrition et la santé. Cette approche garantit aux consommateurs un approvisionnement adéquat en aliments sains et sûrs sur le plan sanitaire aux niveaux local, national et international, les objectifs ultimes étant une bonne nutrition et le bien-être pour tous.

**Pour en savoir plus:**

[http://www.unscn.org/files/Publications/Country\\_Case\\_Studies/Thailand\\_case\\_study\\_FINAL.pdf](http://www.unscn.org/files/Publications/Country_Case_Studies/Thailand_case_study_FINAL.pdf)



## ASIE-PACIFIQUE: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 22

### Lancement et mise en œuvre du plan national pour relever le Défi Faim zéro au Timor-Leste

**Pays:** Timor-Leste

**Organisation:** FAO

#### Description et principales constatations

En réponse à l'appel mondial lancé par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, pour la création d'un monde libéré de la faim et de la malnutrition, le Timor-Leste est devenu le premier pays en Asie et dans le Pacifique à avoir lancé un plan national pour relever le Défi Faim zéro appelé «Timor-Leste libéré de la faim et de la malnutrition» en juillet 2014. La détermination du Gouvernement du Timor-Leste concernant le Défi Faim zéro a abouti à l'élaboration du Plan d'action national pour un Timor-Leste libéré de la faim et de la malnutrition, qui s'inspire des politiques et des plans gouvernementaux existants sur lesquels il est aligné.

Le processus d'élaboration de ce plan d'action a été pluridisciplinaire et multisectoriel. Une série de consultations et d'ateliers intensifs et interactifs ont été organisés avec diverses parties prenantes intéressées, notamment les membres du Conseil national pour la sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire et la nutrition au Timor-Leste (KONSSANTIL), les secrétaires d'État, les organisations de la société civile et les partenaires du développement, y compris les organisations des Nations Unies. En outre, des consultations régionales ont été dirigées par les administrateurs de district avec la participation de diverses unités techniques, des responsables communautaires, de la société civile, du secteur privé et des organisations de jeunes et de femmes. Ces consultations ouvertes à tous et interactives ont permis d'avoir des discussions approfondies sur les questions, les problèmes et les solutions possibles à l'insécurité alimentaire, la faim et la malnutrition au Timor-Leste, et à terme de finaliser le Plan d'action national.

Le processus Défi Faim zéro a également permis au KONSSANTIL de fonctionner comme l'organe de coordination du plan national pour le Défi Faim zéro, le ministère de l'Agriculture et des pêches étant le président du Conseil, le ministère de la Santé le vice-président et le Coordonnateur résident des Nations Unies le coprésident. Un comité consultatif de haut niveau a également été créé; il est présidé par le Premier ministre et coprésidé par le Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le Timor-Leste. Cette coordination renforcée est devenue un facteur très important de l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle du Timor-Leste.

Grâce à tous les efforts fournis par le Gouvernement du Timor-Leste, environ 10 pour cent du budget national est alloué chaque année à la mise en œuvre du Défi Faim zéro. S'inspirant de l'expérience et des enseignements tirés du Timor-Leste, d'autres pays de la région tels que le Cambodge, le Népal, le Myanmar et le Viet Nam ont suivi son exemple et lancé leurs plans nationaux Défi Faim zéro. Ces pays élaborent actuellement leurs propres plans d'action nationaux.

#### Pour en savoir plus:

<http://www.fao.org/timor-leste/en/>

## EUROPE: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 23

### Élaboration d'une stratégie alimentaire et nutritionnelle nationale

**Pays:** Géorgie

**Organisation:** Centre national de lutte contre les maladies et de santé publique

#### Description et principales constatations

Le Centre national de lutte contre les maladies et de santé publique élabore un projet de stratégie nationale pour l'alimentation et la nutrition. Cette stratégie n'est pas encore officiellement approuvée, bien que le cadre stratégique définisse les domaines de mise en œuvre des actions de la politique alimentaire et nutritionnelle en validant le plan d'action national multisectoriel (2014-2018), notamment les actions et mesures concrètes, en indiquant les organisations responsables, les agences et les périodes de mise en œuvre.

La principale entité gouvernementale sera autorisée à coordonner, surveiller et contrôler, avec pour mission de mettre efficacement en œuvre le projet de stratégie. Il existera également une coalition d'appui avec les secteurs gouvernementaux et les ministères. Les liens entre le gouvernement et la société civile seront également renforcés.

Les principales orientations du Gouvernement de la Géorgie sont, entre autres:

- Créer une législation nationale appropriée dans le domaine de l'alimentation et d'une nutrition saine; élaborer une politique d'enrichissement des aliments en éléments nutritifs; créer les premières bases de données et tables de composition des principaux aliments du régime alimentaire et mettre en place les conditions et structures d'organisation nécessaires pour leur maintenance, leur développement continu et leur gestion;
- Mettre en œuvre des programmes éducatifs et de formation pour les responsables politiques, les parties prenantes et les spécialistes de la santé examinant les normes internationales; promouvoir les principes d'alimentation saine et les régimes alimentaires sains;
- Appuyer la participation aux actions des organisations non gouvernementales et des communautés, et les aider à trouver les financements nécessaires pour la mise en œuvre des politiques auprès des organisations internationales et des agences.

#### Pour en savoir plus:

[http://www.ncdc.ge/AttachedFiles/STRATEGY-healthy%20eating%20-GEO\\_a8b2fd0c-ca6b-4678-8b10-1f0c121677c5.pdf](http://www.ncdc.ge/AttachedFiles/STRATEGY-healthy%20eating%20-GEO_a8b2fd0c-ca6b-4678-8b10-1f0c121677c5.pdf) (seulement en géorgien)

## EUROPE: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 24

### Campagne de prévention du gaspillage du pain

**Pays:** Turquie

**Organisation:** Direction générale de l'Office turc des céréales, ministère de l'Alimentation, de l'agriculture et de l'élevage

#### Description et principales constatations

La «campagne de prévention du gaspillage du pain» a été lancée le 17 janvier 2013 comme un projet de responsabilité sociale. Une circulaire a été publiée afin que la campagne soit menée de manière efficace sous la coordination de l'Office turc des céréales et du ministère de l'Alimentation, de l'agriculture et de l'élevage, en collaboration avec toutes les institutions concernées, y compris le secteur privé.

Les objectifs de la campagne sont les suivants:

- Sensibiliser le public au gaspillage du pain;
- Prévenir le gaspillage tout au long des étapes de la production et de la consommation;
- Fournir les quantités de pain nécessaires à l'achat et les stocker de manière appropriée.

Plusieurs activités, telles que des «symposiums, des conférences, des foires, des conférences de presse, des concours de cuisine, des concours de peinture et d'essai, des pièces de théâtre, des compétitions sportives», ont été organisées.

Une étude a été effectuée en 2013 et des informations ont été collectées grâce à des entretiens avec des responsables de boulangeries, de minoteries, de restaurants d'entreprise, de restaurants universitaires, d'hôtels et de restaurants, ainsi qu'avec le personnel, les étudiants et les membres de la famille de plus d'un millier de ménages. Selon les résultats de cette étude, le gaspillage de pain atteignait le chiffre de 5,9 millions de miches de pain par jour (2,17 milliards par an) en 2012. Ce chiffre a diminué pour atteindre 4,9 millions de miches par jour (1,8 milliard par an) en 2013 grâce à l'impact positif de la campagne. Par conséquent, 1,5 million de miches de pain par jour (soit 384 millions par an) ont été préservées du gaspillage.

Ce n'est qu'à long terme que des changements durables peuvent être obtenus dans les habitudes de consommation humaines. La campagne vise à modifier les habitudes de consommation et il est très satisfaisant de constater que des progrès remarquables ont été enregistrés grâce aux activités de la campagne.

Étant donné que les pertes et le gaspillage alimentaires ont augmenté de manière importante et que la nourriture est devenue encore plus vitale aujourd'hui, les résultats de cette campagne sont considérés comme étant également importants à l'échelle mondiale.

Par conséquent, elle peut constituer un bon exemple pour des campagnes similaires lancées dans d'autres pays.

#### Pour en savoir plus:

[www.tmo.gov.tr](http://www.tmo.gov.tr)

<http://www.ekmekisrafetme.com/Pages/EnglishPages/Aim.aspx>

## AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 25

### Analyse des politiques du pays: impact nutritionnel des systèmes agricoles et alimentaires

**Pays:** Brésil

**Organisation:** Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSAN) accompagnée d'un plan de mise en œuvre (PLANSAN)

#### Description et principales constatations

Le Brésil, qui en est à la deuxième phase de sa transition nutritionnelle, a enregistré une diminution de la prévalence de la dénutrition parallèlement à une augmentation de la prévalence de l'excès pondéral et de l'obésité. Afin de lutter contre ce problème croissant et d'améliorer la nutrition, des politiques et des programmes ont été élaborés autour d'une approche prenant en compte la nutrition, notamment la Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSAN) accompagnée d'un plan de mise en œuvre (PLANSAN).

La PNSAN et le PLANSAN s'appuient sur une approche multisectorielle globale visant à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Brésil, avec des actions et des objectifs explicites pour chaque secteur concerné. Le plan a été élaboré par la Chambre interministérielle pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CAISAN) qui représente 20 ministères. Il reconnaît l'accès à une nourriture adéquate comme étant un droit fondamental et vise à améliorer durablement l'accès à la nourriture, plus particulièrement parmi les plus vulnérables. Ce plan comprend des actions relatives à la production alimentaire, au renforcement de l'agriculture familiale, à l'offre de produits alimentaires et à la promotion d'une alimentation saine pour tous les secteurs concernés. Les autres objectifs de cette politique sont les suivants: création de processus d'éducation nutritionnelle, développement et promotion de systèmes alimentaires durables et intégration accrue de l'alimentation et de la nutrition à tous les niveaux des soins de santé.

#### Défis

L'environnement actuel au Brésil rend très difficile les avancées futures de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et complique les efforts pour réduire la prévalence de la surcharge pondérale et de l'obésité. Trois de ces difficultés sont la dichotomie apparente entre les modèles du secteur agroalimentaire et de l'agriculture familiale, le combat pour mettre en place une véritable réforme foncière et les puissants groupes d'influence et forces législatives qui s'opposent à certaines initiatives alimentaires et nutritionnelles. Toutefois, face à ces difficultés, la PNSAN œuvre à l'amélioration du paysage nutritionnel au Brésil.

#### Aller de l'avant

À l'avenir, il faudra mettre plus l'accent sur l'augmentation de la production d'aliments riches en nutriments, en améliorant la transformation afin de conserver la valeur nutritionnelle, en réduisant les pertes post-récolte et en intégrant l'éducation nutritionnelle dans les programmes.

#### **Pour en savoir plus:**

[http://unscn.org/files/Publications/Country\\_Case\\_Studies/UNSCN-country-case-study-Brazil-FINAL.pdf](http://unscn.org/files/Publications/Country_Case_Studies/UNSCN-country-case-study-Brazil-FINAL.pdf)

## AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 26

### Stratégie intersectorielle pour la prévention et le contrôle de l'obésité

**Pays:** Brésil

**Organisation:** Conseil interministériel chargé de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CAISAN)

#### Description et principales constatations

Grâce à la coordination avec le Conseil interministériel chargé de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le Gouvernement a mis en œuvre la Stratégie intersectorielle pour la prévention et le contrôle de l'obésité. Participent à cette initiative la société civile (Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle - CONSEA) et l'OMS/OPS. Elle constitue un moyen innovant de lutter contre l'obésité car elle se focalise sur la coordination intersectorielle.

Cette stratégie s'articule autour des axes suivants:

Accès à une nourriture appropriée et saine: achats publics de produits aux petits agriculteurs (Programme national de nutrition scolaire et Programme d'achats de produits alimentaires);

Actions d'éducation, de communication et d'information: mise en œuvre du Cadre d'éducation alimentaire et nutritionnelle, Guide sur l'alimentation de la population du Brésil et la campagne Pour une alimentation saine et un développement durable au Brésil.

Promotion de modes de vie sains dans des environnements spécifiques: écoles, lieux de travail et lieux de prestation de services sociaux et de santé.

Surveillance de l'alimentation et de la nutrition: renforcement et organisation de la surveillance de l'alimentation et de la nutrition dans les réseaux de soins de santé.

Soins de santé complets pour les personnes en surcharge pondérale ou obèses dans les réseaux de santé: protocole de soins pour prévenir et traiter l'excès de poids et l'obésité.

Réglementation et contrôle de la qualité et la sécurité des produits alimentaires: amélioration des normes d'étiquetage, incitations pour que les États ou les municipalités réglementent la vente et la commercialisation des produits alimentaires dans les cantines scolaires. Le Brésil n'a pas de législation sur la promotion commerciale des produits alimentaires. Cependant, la publicité est réglementée par le Code de protection des consommateurs (qui interdit les publicités trompeuses ou mensongères).

Le Gouvernement fédéral encourage la mise en œuvre d'actions dans les États et les municipalités du pays. À partir de 2015, des accords d'alimentation saine (série d'engagements garantissant que les citoyens auront un meilleur accès à des aliments sains et un plus grand choix) seront signés avec les états fédéraux. Ces accords devraient renforcer la mise en œuvre d'actions de prévention et de contrôle de l'obésité au niveau local.

#### Pour en savoir plus:

<http://www.mds.gov.br/segurancaalimentar/educacao-alimentar-e-nutricional/estrategia-intersetorial-de-prevencao-e-controle-da-obesidade>

## AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 27

### «Progresando con Solidaridad»

**Pays:** République dominicaine

**Organisation:** PAM

#### Description et principales constatations

«Progresando con Solidaridad» est un programme gouvernemental de protection sociale à l'échelle du pays qui fournit une aide aux dominicains vivant dans une pauvreté modérée ou extrême. Grâce à un partenariat exceptionnel avec le PAM, ce programme a tiré des leçons importantes sur la manière dont la protection sociale peut être utilisée comme une plateforme prenant en compte la nutrition pour mener des interventions expressément axées sur la nutrition et visant à réduire les carences en micronutriments, ainsi que sur la manière dont la participation des parties prenantes multiples est un élément vital de ce processus.

Bien que la République dominicaine soit un pays à revenu intermédiaire, un certain nombre de personnes continuent de se débattre avec des problèmes liés à la pauvreté et l'insécurité alimentaire. En 2010, la prévalence de l'anémie restait élevée et se situait autour de 74 pour cent chez les enfants de 6 à 23 mois. En se basant sur un exercice de cartographie de la dénutrition des enfants dans l'ensemble du pays et une évaluation des structures programmatiques du gouvernement, le PAM a recommandé au Cabinet de la République dominicaine chargé de la politique sociale, coordonné par le Vice-président, que le programme de protection sociale (alors appelé «Solidaridad») soit complété par des poudres de micronutriments. Après avoir mené de concert et avec succès un programme pilote dans une région en 2010, le PAM et le Cabinet chargé de la politique sociale ont étendu le volet nutrition à l'ensemble du pays en 2011.

«Progresando con Solidaridad» est structuré comme un programme de transfert d'espèces assorti de conditions, et le plan de mise en œuvre proposé par le PAM intégrait la distribution de poudres de micronutriments au volet santé des conditions déjà fixées, ce qui obligeait les bénéficiaires des transferts à se rendre régulièrement aux centres de santé. Le ministère de la Santé publique est devenu un partenaire important dans ce processus, étant donné que les poudres étaient distribuées dans les centres de santé et que les médecins et le personnel médical de première ligne devaient recevoir une nouvelle formation nutritionnelle. Le PAM a joué un rôle important de facilitateur dans la coordination entre le Cabinet chargé de la politique sociale et le ministère, en organisant régulièrement des réunions entre les trois parties prenantes aux niveaux régional et provincial.

Une enquête sur la nutrition et la santé menée conjointement par le PAM, le Cabinet chargé de la politique sociale et le ministère de la Santé publique en 2013 a montré que depuis 2010, la prévalence de l'anémie parmi les enfants de 6 à 23 mois avait été réduite de 50 pour cent.

Les indicateurs de réussite sont les suivants: réduction de la prévalence de l'anémie parmi les enfants de moins de cinq ans, et plus particulièrement ceux de 6 à 23 mois; renforcement des capacités dans les communautés et le secteur de la santé pour dispenser des formations nutritionnelles, notamment autour des poudres de micronutriments; fréquentes réunions de coordination entre les parties prenantes de l'administration à différents niveaux.

### Principales conclusions

- La protection sociale peut être utilisée comme une plateforme prenant en compte la nutrition de manière efficace pour mener des interventions expressément axées sur la nutrition.
- Un lien solide établi entre les données factuelles et la politique élaborée a créé un environnement propice à la nutrition. Le PAM et le Cabinet chargé de la politique sociale ont utilisé les résultats de l'étude sur la prévalence de l'anémie, ainsi que les enseignements tirés de leur programme pilote conjoint dans une région, pour étayer leur décision d'étendre le programme et déterminer comment cibler le volet nutrition pour atteindre le plus d'enfants vulnérables possible.
- Le programme a enregistré des progrès rapides grâce à un soutien de haut niveau en la personne du Vice-président de la République dominicaine, qui a étudié activement les moyens d'étendre et d'améliorer le programme national de protection sociale.
- La délimitation claire des rôles et des responsabilités entre le PAM, le Cabinet chargé de la politique sociale et le ministère de la Santé publique, sous la forme d'un protocole d'accord, de directives opérationnelles et de normes de santé publique, a permis la gestion efficace d'un programme complexe.

### **Pour en savoir plus:**

<http://progresandoconsolidaridad.gob.do/noticias/pma-revela-gobierno-reduce-desnutricion-en-50-en-ninos-beneficiarios-de-progresando-con-solidaridad/>

## AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 28

### Croisade nationale contre la faim

**Pays:** Mexique

**Organisation:** Secrétariat pour le développement social

#### Description et principales constatations

La Croisade nationale contre la faim (CNCh) est une stratégie nationale pour le bien-être social et l'inclusion qui vise à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des 7,01 millions de Mexicains vivant dans une extrême pauvreté (afin de les aider à exercer pleinement leur droit à l'alimentation).

Elle est fondée sur un principe de coordination entre les diverses institutions de l'Administration publique fédérale et un partenariat avec la société civile et le secteur privé. Cette initiative pluriannuelle aura des objectifs à court, moyen et long terme qui seront utilisés pour évaluer les réalisations et identifier les opportunités. Elle adoptera des critères d'obligation de rendre des comptes, de transparence et de responsabilité.

La Croisade nationale contre la faim comprend 90 programmes couvrant 19 départements, concernant l'alimentation, la santé, l'éducation et les services et l'amélioration du logement.

#### Objectifs de la Croisade nationale contre la faim:

- Éliminer totalement la faim en fournissant une alimentation et une nutrition adéquates aux personnes vivant dans une pauvreté extrême multidimensionnelle qui n'ont pas accès à une nourriture suffisante;
- Éliminer la malnutrition aiguë chez les enfants et améliorer les indicateurs de poids et de taille pendant l'enfance;
- Augmenter la production alimentaire et les revenus des paysans et des petits producteurs;
- Réduire les pertes post-récolte et le gaspillage alimentaire pendant le stockage, le transport, la distribution et la commercialisation;
- Promouvoir la participation communautaire pour éradiquer la faim.

Initialement, la croisade a été lancée dans 400 municipalités choisies en fonction des taux d'extrême pauvreté, ainsi que du nombre de pauvres et de personnes qui n'ont pas accès à une nourriture suffisante.

Après deux ans de mise en œuvre, la croisade est lancée dans 1 012 municipalités et a permis à 4,2 millions de personnes de manger mieux et d'améliorer leur vie. Ces résultats montrent les progrès obtenus dans le cadre de la stratégie globale pour le bien-être sociale et l'inclusion.

#### Facteurs de réussite

##### Coordination interinstitutions

- Cette stratégie a été particulièrement remarquable par la collaboration et la coordination des trois niveaux de gouvernement dans les municipalités couverte par la croisade.
- Participation de 16 Secrétariats d'état et de 3 organismes publics.



- La croisade coordonne 90 programmes sociaux.

#### Participation sociale

- La politique sociale est élaborée avec la communauté. Il existe 63 782 comités communautaires dans le pays.
- Ces comités identifient et hiérarchisent leurs problèmes afin de gérer les projets, les travaux et les actions.

Ciblage permettant aux citoyens d'exercer leurs droits.

#### **Pour en savoir plus:**

[www.sinhambre.gob.mx](http://www.sinhambre.gob.mx)

## AMÉRIQUE DU NORD: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 29

### Facts Up Front – Initiative d'étiquetage nutritionnel sur la face avant de l'emballage dans le secteur de la transformation et de la vente au détail des denrées alimentaires, de 2011 à aujourd'hui

**Pays:** États-Unis d'Amérique

**Organisation:** Grocery Manufacturers Association

#### Description et principales constatations

Facts Up Front est une initiative d'étiquetage nutritionnel sur la face avant de l'emballage qui donne des informations importantes provenant du Tableau de la valeur nutritive du FDA sur l'emballage, en les présentant de manière simple et facile à utiliser sur la face avant de l'emballage des produits alimentaires et des boissons, donnant ainsi aux consommateurs des informations qui les aident à adopter un régime alimentaire sain.

L'initiative Facts Up Front a été lancée en 2011 par la Grocery Manufacturers Association (GMA) et le Food Marketing Institute (FMI) représentant les principales entreprises américaines de denrées alimentaires, de boissons et de produits de consommation emballés et détaillants en alimentation.

Les informations nutritionnelles étant mieux mises en avant et plus accessibles grâce à un étiquetage identique pour toutes les marques, catégories et magasins, les consommateurs peuvent rapidement comparer les produits sur les présentoirs et identifier les produits alimentaires qui répondent à leurs besoins nutritionnels personnels.

La GMA et le FMI ont lancé une campagne d'éducation des consommateurs combinant publicités payantes dans les médias, outils pour les détaillants et une plateforme numérique, et soutenue par des comptes de médias sociaux, notamment Facebook et Twitter (@FactsUpFront), destinés à informer les consommateurs, les aider à comprendre et à utiliser le programme. Le budget initial de la campagne de publicité payante, qui s'est déroulée de mars à octobre 2014, se montait à plus de 10,5 millions USD. La campagne a touché approximativement 90 pour cent du public cible de mères de famille.

En outre, la plateforme numérique de Facts Up Front, FactsUpFront.org, a été lancée en 2013 et offre des outils simples, interactifs et conviviaux – à la fois en anglais et en espagnol, pour aider les consommateurs à améliorer leurs connaissances nutritionnelles, comprendre leurs besoins personnels en nutriments et utiliser Facts Up Front lorsqu'ils font leurs achats. La publicité payante et les autres communications visaient à inciter les personnes à utiliser cette plateforme de 1,2 USD et les informations essentielles qu'elle donne aux consommateurs.

Une boîte à outils en ligne est mise à la disposition des détaillants pour les aider à communiquer sur Facts Up Front et à répondre aux questions des consommateurs lors de leurs achats. Elle comprend des ressources marketing telles que des éléments de signalisation et des affichages décoratifs qui permettent d'informer les consommateurs dans les magasins où se font la plupart des décisions d'achat.

La campagne de publicité payante et gratuite de 2014 a permis de mieux faire connaître et d'expliquer Facts Up Front, en incitant les consommateurs, et plus particulièrement les mères de famille, à l'utiliser. L'évaluation de la campagne a montré que les mères de famille trouvaient les informations Facts Up Front crédibles et utiles.

**Pour en savoir plus:**

[www.factsupfront.org](http://www.factsupfront.org)

## AMÉRIQUE DU NORD: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 30

### Réduction de 6,4 billions des calories aux États-Unis d'Amérique (2007-2012)

**Pays:** États-Unis d'Amérique

**Organisation:** Healthy Weight Commitment Foundation (HWCF)

#### Description et principales constatations

Seize des principaux fabricants de produits alimentaires et de boissons du pays se sont engagés conjointement, dans le cadre de la Healthy Weight Commitment Foundation (HWCF), à supprimer 1 billion de calories du marché d'ici 2012 et 1,5 billions d'ici 2015. Conscientes du rôle qu'elles jouent dans l'approvisionnement alimentaire, les entreprises de la HWCF ont cherché à apporter leur contribution en offrant aux américains plus de choix en matière de produits à faibles calories dans les magasins d'alimentation. Selon les conclusions d'une évaluation indépendante financée par la Robert Wood Johnson Foundation (RWJF), les entreprises ont vendu 6,4 billions de calories en moins aux États-Unis d'Amérique en 2012 par rapport à 2007. Cette évaluation a permis de constater que jusqu'à présent, les entreprises ont dépassé leur engagement pour 2015 de plus de 400 pour cent.

Les entreprises participantes ont vendu 60,4 billions de calories en 2007, qui est définie comme l'année de référence pour cet engagement. En 2012, elles ont vendu 54 billions de calories. Cette diminution de 6,4 billions de calories se traduit par une baisse de 78 calories par personne et par jour aux États-Unis d'Amérique. Il s'agit du premier effort de suivi de toutes les calories vendues par ces grandes entreprises sur le marché américain.

Selon une étude effectuée en 2014 par le Hudson Institute, les produits à plus faible teneur en calories sont à l'origine de la quasi-totalité de la croissance des entreprises membres de la HWCF participant à l'étude, et représentent 52,5 pour cent des ventes et 99 pour cent de la croissance des ventes. Les entreprises qui ont augmenté leur offre de produits à plus faible teneur en calories ont enregistré une hausse de leurs ventes totales; celles qui ne l'ont pas fait ont enregistré une baisse de leurs ventes totales.

L'augmentation des produits à plus faible teneur en calories résulte des promotions dans les magasins, ce qui indique qu'une plus grande importance a été accordée à ces produits. Les ventes en magasin de produits à plus faible teneur en calories mis en promotion ont augmenté de 9 pour cent, soit 1,5 fois plus que les produits à plus haute teneur en calories.

#### Pour en savoir plus:

[www.healthyweightcommit.org](http://www.healthyweightcommit.org)

## PLUSIEURS PAYS: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 31

### Programmes EPODE et similaires à EPODE

**Pays:** Plusieurs pays

**Organisation:** Ensemble, prévenons l'obésité des enfants (EPODE International Network)

#### Description et principales constatations

Le réseau EPODE International Network (EIN) a été créé en 2011 pour soutenir des programmes communautaires de grande envergure axés sur la prévention de l'obésité et des maladies non transmissibles. Ces programmes s'appuient sur des stratégies multifactorielles durables et la promotion de modes de vie plus sains. Le cœur de la méthodologie EPODE est la participation de parties prenantes multiples au sein d'une communauté. Cette méthodologie éprouvée est le résultat d'une étude lancée en 1992 dans deux villes du nord de la France. Elle a commencé comme une intervention à long terme dans les écoles qui a évolué vers un programme communautaire. Cette intervention à long terme (plus de 20 ans) est le fondement de la méthodologie.

Aujourd'hui, il existe 43 programmes dans 30 pays, soutenus par le réseau EPODE International Network qui participe à l'intensification des efforts et au renforcement de l'efficacité sur le terrain. EPODE soutient toute la communauté — écoles, prestataires de santé, familles, entreprises et responsables politiques — en menant des programmes qui définissent les normes quotidiennes et les cadres permettant aux enfants de bénéficier d'une nourriture saine, d'avoir des activités physiques et des loisirs actifs.

Cette méthodologie à caractère scientifique est approuvée non seulement par les spécialistes de la santé, de la culture physique et de la nutrition, mais également par les experts internationaux, notamment l'OMS, le U.S. Centers for Disease Control and Prevention (CDC) et la Commission européenne. Dans les dix premières villes françaises qui ont mis leurs programmes en œuvre, l'obésité des enfants a chuté de 10 pour cent sur cinq ans. En Belgique, deux communautés pilotes ont enregistré une baisse de 22 pour cent après avoir adopté le modèle EPODE. Tous les projets soutenus par le réseau EIN font l'objet d'une évaluation qualitative et quantitative destinée à mesurer leurs progrès, leur impact et leurs enseignements.

Les sociétés Coca-Cola et Nestlé sont devenues les premiers partenaires fondateurs internationaux du réseau EIN à sa création. EPODE est également soutenu localement par le biais d'un grand nombre de partenariats public-privé. Des partenaires privés mondiaux et locaux appuient les solutions durables à long terme de prévention de l'obésité des enfants au niveau local comme à l'échelle mondiale, notamment l'extension du programme au Moyen-Orient, en Asie-Pacifique, en Amérique du Nord et du Sud.

#### Pour en savoir plus:

<http://epode-international-network.com/>

## PLUSIEURS PAYS: NIVEAU NATIONAL: ÉTUDE DE CAS 32

### La prise en compte de la nutrition dans les politiques agricoles et alimentaires: résumé de huit études de cas par pays

**Pays:** Plusieurs pays

**Organisation:** Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies

#### **Description et principales constatations**

La présente étude de cas couvre 8 pays de 3 régions différentes:

Afrique du Sud, Brésil, Malawi, Mozambique, Népal, Sénégal, Sierra Leone et Thaïlande.

Le rôle essentiel des politiques agricoles dans le système alimentaire est bien connu, mais leur impact sur la nutrition n'est pas encore suffisamment bien compris. L'amélioration de la nutrition grâce à l'agriculture passe nécessairement par la collaboration et la coordination avec les autres secteurs et parties prenantes, grâce à des stratégies conjointes ayant des objectifs communs, de manière à s'attaquer simultanément aux multiples causes sous-jacentes de la malnutrition sous toutes ses formes.

Le Comité permanent de la nutrition a commandé une série d'études de cas destinées à examiner la prise en compte de la nutrition par les politiques agricoles et alimentaires, et la manière dont ces politiques influent sur les résultats en matière de régime alimentaire, de nutrition et de santé dans huit pays parvenus à des stades différents de la transition nutritionnelle.

#### Principales constatations

La participation active des principales parties prenantes est essentielle dans tous les processus de travail afin de faire face à la complexité des problèmes nutritionnels que sont à la fois la dénutrition, la surcharge pondérale et l'obésité. Bien que la collaboration de plusieurs parties prenantes soit une tradition de longue date dans de nombreux pays, elle a été moins appliquée dans la prise en compte de l'agriculture dans les politiques et les programmes nutritionnels.

Les ministères, les organisations non gouvernementales et les autres parties prenantes doivent collaborer pour atteindre les objectifs nutritionnels nationaux. Cette collaboration doit prendre la forme de cadres juridiques, d'un appui technique et de structures incitatives pour que les ressources et les informations nécessaires soient partagées de manière efficace.

Les gouvernements qui ont rencontré le plus de succès dans l'obtention de résultats nutritionnels positifs se caractérisent par des dirigeants déterminés et sont capables de promouvoir une collaboration intersectorielle efficace à parties prenantes multiples visant à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans leurs pays.

Les hauts dirigeants du pays jouent un rôle décisif en coordonnant les actions entre les ministères et les organismes publics, en transférant les aides des donateurs et de la société civile, et en rédigeant des textes convaincants autour de la nutrition présentée comme une priorité dans la lutte contre la pauvreté.

La manière de gérer efficacement l'évolution des régimes alimentaires et la transition nutritionnelle qui accroissent les problèmes de surcharge pondérale et d'obésité et les risques de maladies non transmissibles reste un problème central pour le secteur agricole, ainsi que sa collaboration avec d'autres secteurs tels que la santé et l'éducation, et avec les autres parties prenantes. Les problèmes tels que la mondialisation, le commerce, le secteur de l'alimentation et l'urbanisation sont de plus en plus entremêlés, mais également liés aux systèmes alimentaires des pays, des régions et du monde entier. Il reste beaucoup à faire pour déterminer comment inverser la tendance de la «globésité», c'est-à-dire l'épidémie croissante de surcharge pondérale et d'obésité, grâce au secteur agricole. Jusqu'à présent, très peu de pays ont résolu ce problème efficacement.

**Pour en savoir plus:**

Le rapport succinct, le rapport de synthèse et les rapports d'étude de cas des huit pays peuvent être téléchargés à l'adresse suivante:

[http://www.unscn.org/en/publications/country\\_case\\_studies](http://www.unscn.org/en/publications/country_case_studies)

L'article récapitulatif publié dans SCN News 40 et intitulé «Changing food systems for better nutrition» peut être téléchargé à l'adresse suivante:

[http://unscn.org/files/Publications/SCN\\_News/SCNNEWS41\\_web\\_low\\_res.pdf](http://unscn.org/files/Publications/SCN_News/SCNNEWS41_web_low_res.pdf)